

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 9, DIMANCHE 10
LUNDI 11 AVRIL 1977
N° 422 1,50 F
Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

La suite
des interventions
au Rassemblement
Communiste
du PCRml

Lire en pages 8 et 9

Péchiney pollueur !

UN NUAGE TOXIQUE SUR PIERRE- BÉNITE

Il y a quelques jours, les ouvriers et employés de l'usine Péchiney-Ugine-Kuhlmann de Pierre-Bénite (Rhône) retrouvaient leurs voitures sur le parking avec des traces blanchâtres qui s'étaient incrustées dans la carrosserie et les chromes.

Sommée par les ouvriers de donner des explications à cet étrange phénomène, la direction de PUK a commencé par minimiser les choses en parlant d'accident insignifiant, inévitable dans une zone industrielle. Peu satisfaits par ces explications, les ouvriers insistèrent et finalement la direction dut avouer la vérité : le 29 mars vers 8 h 30, au cours de l'essai d'un nouveau matériel, une soupape de sécurité s'était ouverte, laissant échapper de l'acide fluorhydrique sous pression. Le nuage toxique, poussé par le vent, est venu se déposer sur le parking.

Il semble que personne heureusement n'ait respiré ces émanations : l'acier des voitures n'ayant pas résisté, qu'en aurait-il été des poumons ?

La direction espérait bien étouffer l'affaire mais la « curiosité » des ouvriers l'a contrainte à reconnaître cette nouvelle pollution. PUK avait, comme nous le rappelons hier dans le Quotidien du Peuple, provoqué la destruction de 367 tonnes de poisson, en déversant de l'acroléine dans le Rhône, le 11 juillet 1976. Les responsables de PUK vont passer en procès pour cela le 25 avril.

Cette nouvelle affaire de pollution montre que les rejets fluorés sont particulièrement toxiques : à Auzat (Pyrénées) et dans la vallée de Maurienne, les usines PUK détruisent par le fluor, faune (moutons) et flore alentours, en donnant quelques indemnités en échange. Indemniser les dégâts causés aux voitures de ses ouvriers, c'est ce que se propose de faire PUK à Pierre Bénite. Mais ce qu'exigent les travailleurs dont PUK met, partout en France, en danger la vie et le travail c'est que soient prises de véritables mesures contre les dangers de pollution, et que les responsables soient sévèrement punis.

Général Motors
(Gennevilliers) au
6^e jour d'occupation :

UNE GREVE
QUI EXPRIME
LES ASPIRATIONS
À LA LUTTE
D'UNE VILLE

Lire nos informations page 6

Parlement Européen :

• UNE MESURE
DANGEREUSE

• UN FACTEUR DE CRISE



Les sièges encore vides du parlement européen : le futur centre où se décidera notre sort ?

Chirac se lance dans un violent discours contre l'élection du parlement européen au suffrage universel. De son côté, Mitterrand prétend inscrire cette mesure dans la nouvelle mouture du programme commun.

Sur le fond, on sait de quoi il s'agit : en donnant, nécessairement des pouvoirs plus étendus à l'assemblée de Strasbourg, ce projet reviendrait nécessairement à intégrer un peu plus la France dans une Europe largement dominée par l'Allemagne, et sur laquelle pèse de plus en plus l'intervention américaine. Mesure dangereuse pour notre peuple.

Mais lequel, parmi les différents partis qui se disputent à ce sujet, a véritablement ce souci ? Giscard et Mitterrand soutiennent ouvertement le projet. Chirac, qui prétend s'y opposer, le mettrait probablement en œuvre à la place de Giscard, comme il l'a montré lorsqu'il était premier ministre. Quant au PCF, s'il craint de voir des « alliés » européens trop encombrants se mettre en travers de ses projets capitalistes d'État, on ne peut manquer non plus de relever la coïncidence de sa position avec celle de l'Union Soviétique.

Restent les contradictions internes aux deux coalitions que risque de susciter ce vote au parlement, dans les semaines à venir. Cela suffira-t-il pour déclencher une crise à droite ou à « gauche » ? Rien n'est moins sûr.

D'un côté, le résultat des dernières municipales, l'attente des élections législatives, qu'elles espèrent victorieuses, pousseront probablement les directions socialiste et révisionniste à éviter une rupture sur cette question, quitte à régler plus tard leurs contradictions. De l'autre, aucune formation, dans la « majorité », n'a intérêt, à ce que les élections interviennent avant d'avoir tout fait pour regagner du terrain sur l'union de la gauche. Même si une épreuve de force doit avoir lieu sur la question européenne, il y a de fortes chances pour qu'elles évitent toutes que cela aboutisse à une dissolution du parlement.

Mais la démonstration sera faite une fois de plus que les coalitions en présence sont traversées par de telles contradictions que la victoire de l'une ou de l'autre en 78 ne pourra en aucun cas mettre fin à l'état de crise politique dans lequel se débat notre bourgeoisie.

CARTER

COUP D'ARRÊT À LA PRODUCTION DE PLUTONIUM

POUR RENFORCER LA DÉPENDANCE
DES PAYS EUROPÉENS DANS LE
DOMAINE DU NUCLÉAIRE

Voir page 12

ISRAËL : LA DÉMISSION
DE RABIN

La politique US et les élections législatives

Lire notre article page 7

LES ENTENTES ILLICITES
CONDAMNÉES

LE PDG DE TOTAL SERA-T-IL INCULPÉ ?

Lire notre article p. 4

ITALIE

Extrait de
la motion finale
de l'Assemblée
de l'opposition
syndicale à Milan

Lire le document en page 7

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au 41^e R.I. de la Lande d'Ouée

IMPÔT SÈCHERESSE

Le Trésor Public vient d'envoyer une lettre aux contribuables qui avaient payé l'impôt sécheresse, les informant que cet impôt supplémentaire leur serait remboursé en 1980 avec des intérêts annuels de 6,5%. Ces intérêts seront eux-mêmes soumis à imposition.

SCANDALE DE SARCELLES :

5 personnes impliquées dans le scandale financier de Sarcelles avaient été inculpées au mois de mars dernier, mais, municipales obligent, la révélation de l'affaire a été repoussée au maximum.

UN SOLDAT EST MORT D'ÉPUISEMENT

Dans un communiqué, le comité de soldats du 41^e RI de la Lande d'Ouée à St Aubin du Cormier fait savoir : «Au début de mars, le soldat Paumard est mort après un long séjour à l'hôpital militaire. Son histoire est celle d'un scandaleux assassinat». Dans «la Voix du Soldat», le comité avait fait connaître l'affaire, début janvier. L'intervention de la Sécurité Militaire a entraîné l'arrestation d'un soldat, Jacques Pelé, accusé sans preuve de «propagande antimilitariste, participation au comité, et rédaction du tract» dénonçant l'affaire Paumard.

Malgré son classement «en catégorie médicale 5» (pas loin de la réforme), il a subi un entraînement intensif : cross, marches commando. (...) Ce qui devait arriver arriva : on dut le ranimer après une marche commando, piqûres à l'apui. Non content de l'avoir complètement vidé, le lieutenant le méprisait car il avait mis 6 minutes de plus que les autres, compromettant les résultats de la section (comprendre : les mérites du chef). La suite ne se fit pas attendre : de graves troubles apparurent au troisième jour du raid de la Courtine. Le même lieu-

tenant rejetait ses responsabilités : «Il y a tellement de tire-au-cul».

Le «tire-au-cul» est mort d'épuisement début mars !

Tandis que le lieutenant Rousseau jouit de l'impunité, le soldat Jacques Pelé est interné pour des motifs politiques. L'officier chargé des relations publiques à la 3^e Région Militaire l'a accusé dans les colonnes de «Ouest France» d'avoir appartenu avant son incorporation à un «groupe de militants gauchistes de Rennes». Le lieutenant-colonel Le Bourhis qui l'a interrogé a mis en cause sa famille, surveillée de près tant par les Renseignements Généraux que par les services de police et de gendarmerie. Une fois de plus on peut le constater : en France aussi, l'internement politique existe !

(...) Il faut défendre l'organisation des soldats, les aider à imposer le respect de leurs droits légitimes.

— exigeons la vérité sur le cas de Paumard, la réintégration de Pelé dans son corps d'origine

— soutenons les comités de soldats

— luttons pour obtenir la suppression des tribunaux militaires et de la cour de sûreté de l'Etat, pour obtenir la libération de tous les soldats détenus.

3^e Régiment de Dragons

LE SOUS-LIEUTENANT CHAUFFARD

UN APPELÉ DES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE NOUS SIGNALE :

Le 28.01.77, le Lieutenant Colonel Royer, chef de Corps du 3^e Régiment de Dragons adresse, par la DCC N° 11, ses félicitations au Sous-Lieutenant Lang, chef de peloton à l'escadron d'instruction du même régiment et le nomme par là-même Lieutenant à compter du 1^{er} avril.

Samedi 12 mars 1977, il est 19 h 45 ; une R.5 jaune arrive au poste de police du 3^e RD, se dirigeant vers la sortie. Son conducteur injurieux le planton dont le seul tort n'a été que de lever la barrière un peu tard. Au volant se trouve le Sous-Lieutenant Lang. La voiture redémarre en trombe managée comme à l'accoutumée par son propriétaire avec brutalité, d'autant qu'à cette heure les effets de l'alcool sont déjà visibles.

50 mètres plus loin, après avoir traversé un carrefour sans prendre la peine de ralentir, c'est l'accident. Le véhicule percute un piéton (en l'occurrence une femme) qui circulait sur la chaussée. Le corps vole en l'air tel un fétu de paille ; au lieu de s'arrêter, le conducteur ac-

cède au contraire et se perd dans la nuit.

Au poste de police, on a bien sûr nulle peine à identifier le fuyard ; déjà, l'on porte secours à la victime grièvement blessée. Pendant ce temps, le conducteur de la R5 se barricade dans son appartement de fonction, «se pique», voulant sans doute faire croire à une perte de conscience. Pour le déloger, de là, la Gendarmerie devra utiliser les services d'un serrurier.

Le sous-lieutenant Lang pour tenter de se disculper prétend un vol de voiture, misérable mensonge tentant de soustraire son auteur aux responsabilités qu'il a toujours fuies ; il a bien sûr été identifié au poste de police, ainsi que par deux témoins présents sur les lieux de l'accident ; comment dès lors accorder une quelconque crédibilité à cette déclaration.

Lundi 14 mars 1977, il est 7 h 30, c'est le rassemblement à l'escadron d'instruction, le Sous-lieutenant Lang est là en tenue égal à lui-même, dispensant quelques rictus grotesques à la dérobée. Pendant une partie de la journée, il y séjournera en toute liberté.

FLAMANVILLE : RASSEMBLEMENT CE WEEK-END



Flamanville : rassemblement ce week-end. Ci-contre gardé par les CRS, le chantier de la centrale nucléaire. Mais la lutte contre l'implantation continue : le comité régional anti-nucléaire organise un rassemblement samedi et dimanche.

INTERNATIONAL

Italie : la déclaration de l'opposition syndicale

"LE SENS DE L'ACTION DU PROLETARIAT CONTRE LA CRISE"

8 000 délégués, parmi lesquels 2 600 représentaient 300 conseils d'usines où leurs positions sont majoritaires, membres des trois confédérations syndicales, ont adopté à Milan, au théâtre lyrique, la motion que nous publions ici. C'est pour l'Italie le fait politique le plus important, la première grande affirmation de masse du prolétariat indépendant de la politique révisionniste et développant une politique opposée à celle du parti de Berlinguer, afin de combattre la bourgeoisie, dont le PCI, par sa pratique quotidienne, s'est révélé être une émanation.

(Les intertitres sont de la rédaction)

EXTRAIT DE LA MOTION FINALE

L'Assemblée se prononce pour la création d'un large front de lutte démocratique...

... Notre initiative est une tentative concrète pour reprendre et développer la démocratie à l'intérieur du syndicat qui en était venu à des méthodes telles qu'elles

ont permis au groupe dirigeant de la Fédération Nationale des syndicats CGIL - CISL - UIC de prendre les décisions qui ont amené l'accord avec le patronat...

... Cet accord est incompatible avec la ligne développée dans tous les documents officiels, à tous les niveaux ; il ne permet de réaliser aucun de nos objectifs en matière d'emploi, de défense de

l'échelle mobile, de lutte contre l'inflation, contre le fisc...

TIRER LE BILAN DES SYNDICATS

... Notre assemblée propose à la discussion de tous les travailleurs un bilan critique de la ligne qui a été suivie par les syndicats et une relance de l'initiative à partir des usines, qui s'étend à tout le champ social, au niveau politique et économique, en réalisant l'unité des chômeurs, des jeunes, des femmes, des travailleurs précaires...

... Ces luttes doivent être gérées directement par les travailleurs, les conseils d'usine, de zone au niveau de la catégorie, du secteur, et leurs objectifs, les formes de lutte et les résultats ne doivent pas être prédéterminés par les directions confédérales, mais bien prendre en compte et coordonner toutes les initiatives.

AU CENTRE, LA LUTTE CONTRE LA RESTRUCTURATION

... Au centre de notre initiative, nous devons placer le problème fondamental de l'emploi, la lutte contre la restructuration patronale, contre la déconcentration de la production, contre le travail à domicile et au noir. Nous devons également nous battre pour faire rétablir les jours fériés qui ont été supprimés, nous opposer à la mobilité, à la multiplication du travail posté, et promouvoir la revendication de changement dans l'organisation du travail, qui aille dans le sens de l'amélioration des conditions de travail dans les usines, la défense de la santé des travailleurs.

... C'est le sens de la lutte du prolétariat, contre l'action désagrégative de la crise, qui s'oppose à la politique du gouvernement de l'absten-

tion. A partir de cette assemblée, nous lançons la proposition de construction d'une nouvelle alliance, qui réalise à travers le front, l'hégémonie de toute la classe ouvrière sur les différentes couches sociales en lutte, sur de nouveaux objectifs politiques...

EMPÊCHER LA MAIN-MISE DES PARTIS BOURGEOIS

En ce qui concerne les partis, nous devons envisager une lutte sur le contenu, dans le but d'organiser une bataille commune au niveau de la lutte de classe dans le pays et au Parlement. Il faut empêcher que les partis servent du syndicat pour réaliser les objectifs de leurs groupes dirigeants, que ce soit par leur intervention au niveau des négociations, avec l'isolement des syndicalistes, à la fois dans les structures de base et dans les usines, que ce soit dans les phases décisives de la lutte

de classe, avec la tentative de faire co-gérer la crise des patrons et lutter dans toute l'organisation syndicale.

L'Assemblée du Lyrique demande enfin la convocation à brève échéance de la Conférence Nationale des délégués, qui soit composée de travailleurs élus directement dans les assemblées de base. Cette conférence devra non seulement porter un jugement sur la façon dont la ligne a été gérée, mais encore sur les méthodes employées et les raisons qui ont conduit à la signature de l'accord avec le gouvernement, mais surtout examiner le passage à la phase offensive du mouvement, sur ses objectifs, en redonnant un élan aux luttes, qu'il faut construire à tous les niveaux, avec le mouvement des nouvelles forces sociales qui émergent. Ceci doit être seulement une session de réflexion et de débat pour la lutte politique que les militants poursuivent dans les organisations, les congrès de leur confédérations.

PROGRAMME COMMUN

NEGOCIATION SUR LE FIL DU RASOIR

Avec l'échange de lettres entre Mitterrand et Marchais sur la « mise à jour » du programme commun, le voile se lève un peu sur certaines des difficultés qui peuvent surgir entre les deux principaux partenaires de l'union de la gauche. Sur le fond, les questions les plus controversées seront probablement l'extension des nationalisations, les conséquences à tirer de la crise économique, les

problèmes de l'Europe et des rapports avec l'Union Soviétique. Sur la manière, les deux leaders de la gauche restent en désaccord sur la forme que doit prendre leur rencontre : « sommet » ou non ? C'est l'éclat qu'il convient de donner à la rencontre qui est un jeu, le parti socialiste préférant pour l'instant une certaine discrétion.

Tandis que les partis de la droite traditionnelle se déchiraient publiquement ces derniers mois, ceux de l'union de la gauche prenaient bien soin de présenter un visage le plus uni possible. Cette attitude est particulièrement nette depuis la victoire commune qu'ils ont remportée aux dernières élections municipales. Tandis que Marchais se réjouissait des gains électoraux acquis à cette occasion, Mitterrand poursuivait sa réflexion sur la situation nouvelle qui s'était créée : une liaison plus directe entre nombre de cadres du PS et du PCF dans les mairies, une gauche dont l'union semblait en mesure de garantir la victoire électorale.

Il n'y a pas si longtemps, pourtant, en 1975, PCF et PS s'affrontaient de longs mois dans une dure polémique. Plus près de nous, la répartition des sièges lors de la préparation des municipales donnait lieu à des marchandages souvent difficiles, et qui dans un certain nombre de villes débouchaient sur la rupture. En même temps, une discussion vive se déclenchait sur la question de l'indemnisation des actionnaires des entreprises promises à la nationalisation.

Ainsi, le calme apparent dans les rapports entre les partis de gauche, qui règne depuis le 13 mars, n'est-il qu'une phase de l'évolution de leurs contradictions. Au



Le comité de liaison des partis du programme commun en réunion : Mitterrand s'en contenterait, mais Marchais réclame plus : « un sommet ».

jourd'hui, deux facteurs allant en sens opposé vont peser sur leur évolution. D'une part, les deux partenaires ont tout intérêt, d'ici aux élections législatives, à maintenir leur union, et à taire autant que possible leurs divergences : c'est une condition de la confiance de leur électeur.

Mais, d'autre part, les engagements qu'ils vont souscrire l'un et l'autre à l'occasion de la renégociation du programme commun décideront pour une part de la politique qui sera suivie dans l'hypothèse probable où ils

parviendraient au pouvoir l'an prochain. Nécessairement, les options contradictoires, bien que capitalistes l'une et l'autre, qui sont les leurs sur la société à construire, vont donc apparaître à cette occasion.

Limiter autant que possible l'extension du secteur d'État, et préparer les conditions d'un soutien à ces projets capitalistes actuellement en place, tel sera le souci principal du PS en politique intérieure. Sur le plan international, il s'agira d'ancrer au maximum la France du

programme commun au bloc occidental. Tel est, déjà, le sens général des réponses que Mitterrand a faites à la direction du PCF. L'accord ne sera pas facile à réaliser.

La période qui s'ouvre s'annonce donc particulièrement délicate pour les partenaires du programme commun. S'il est à peu près certain qu'elles parviendront à un accord, les directions du PCF et du PS vont certainement devoir doser au millimètre le degré auquel elles rendront publiques leurs divergences.

LES POSITIONS EN PRÉSENCE

La lettre par laquelle Marchais invitait le parti socialiste à une rencontre « au sommet » pour la « mise à jour » du programme commun restait très vague sur le fond : mais dans la conférence de presse qui avait suivi la dernière réunion de son comité central, le PCF avait indiqué dans quel sens il souhaitait aller :

- actualisation des promesses sociales, largement dépassées aujourd'hui ;
- extension des nationalisations à la sidérurgie, au pétrole, à l'automobile ;
- développement des passages sur « les libertés » ;
- fixation d'un calendrier d'application des mesures prévues ;
- maintien pour l'essentiel de la partie internationale, notamment sur l'Europe.

Dans sa réponse, Mitter-

rand reprend l'ensemble de ces thèmes. En ce qui concerne les promesses sociales, il s'agit de rogner : « adapter aux réalités nouvelles, tout en évitant de déclencher un certain nombre de déséquilibres incontrôlables, un certain nombre de mesures économiques et sociales, comme la revalorisation du SMIC ».

Sur les nationalisations : intégrer au texte même du programme l'annexe adoptée en commun avec les radicaux de gauche, et qui insiste sur le caractère concurrentiel que devrait garder l'économie ; proposition de maintien des nationalisations prévues, et refus d'extension : il ne s'agirait que de « prises de participation publiques, pouvant être majoritaires », dans l'automobile

et la sidérurgie, le pétrole étant passé sous silence.

Sur la question des « libertés » : l'adjonction à la constitution d'un « préambule » est un objectif commun aux deux partis. Resterait à déterminer son contenu. Mitterrand insiste particulièrement sur « le nécessaire contrôle des accords d'Helsinki quant à la libre circulation des hommes et des idées » : ceci vise à pousser le PCF à se détacher un peu plus de l'Union Soviétique.

Pour le calendrier d'application : le seul point abordé par le dirigeant du PS est celui des nationalisations, qui devraient « être soumises au vote du parlement dès la première session de la prochaine législature ». Là-dessus, le PCF ne pourra qu'être d'accord.

Enfin, sur les questions internationales, Mitterrand insiste particulièrement sur l'Europe : « Election du parlement européen au suffrage universel direct (...), adhésion du Portugal à la Communauté Economique Européenne ».

Il rajoute qu'il « faut donner sa pleine signification au traité d'amitié avec l'Union Soviétique », signé par de Gaulle après la Libération. Si le PCF est resté muet sur ce dernier point, certainement de nature à le satisfaire, Fittman est intervenu sur la question de l'Europe : « Il faut noter que la lettre du parti socialiste fait ressortir un point de désaccord sur l'élection du parlement européen au suffrage universel ».

ATTENDRE ET VOIR

Une fois de plus, les radicaux s'interrogent sur leur avenir : ceux de gauche certes, mais aussi et surtout ceux de la « majorité », qui se sont vu laminés aux municipales, et qui restent maintenant avec un seul poste de ministre. Ils étaient tous venus à leur réunion du comité directeur, Peronnet, Durafour, Giroud, mais aussi Servan Schreiber, mais aussi Jacqueline Nebout, chiraquienne en rupture de parti. Un problème central : comment se faire entendre quand on est tout petit ? D'abord en cherchant un mode de scrutin à la propor-

tionnelle pour les prochaines élections, et les radicaux vont déposer un projet de loi dans ce sens. Ensuite, en faisant preuve d'indépendance : « Les radicaux demeureront des alliés loyaux, mais ne seront désormais, après l'échec des municipales, et le remaniement ministériel, ni muets, ni dociles ». En somme, on reste sur l'expectative, on attend pour voir. Déjà lors de ce comité directeur, des voix se sont élevées pour préconiser « une cure d'opposition ». Le congrès, qui aura lieu les 13, 14 et 15 mai, s'annonce chaud.

A VOT' BON CŒUR !

N'attendons pas 78. C'est le mot d'ordre du PCF en matière de finances. C'est en ce moment que le bureau politique du PCF examine le budget pour 77, et d'ores et déjà, il lance un appel « à tous les comités de fédérations, les comités de sections et les cellules » pour se lancer dans une vaste opération de souscription pour préparer les législatives.

CASSE-CROÛTE

Vêtu d'un pull-over à col roulé, Georges Marchais est allé « faire un casse-croûte matinal » avec les dockers en grève. Pas ceux de Dunkerque, non, mais ceux de Nice. Marchais est en ce moment en vacances dans l'arrière-pays niçois, et il a dû se dire qu'un petit tour devant les photographes, ça pouvait toujours servir.

En bref... En bref...

BAISSE A LA BOURSE... DE LA MAJORITÉ

A en croire « Le Figaro » et la Sofres, les Français changent vite et souvent d'avis. D'après le « baromètre mensuel », tout allait bien au mois de mars, les Français étaient satisfaits de Barre, de Giscard, de leur politique, de l'avenir, etc. Et aujourd'hui, tout se dérègle : 52% des réponses disent que les choses « vont en empirant », 47% pensent que l'action de Barre est « mauvaise ou plutôt mauvaise », et tout cela se traduit dans la cote des politiciens : effondrement de Barre, de Poniatowski, de Faure, remontée de Mitterrand et de Marchais... et bond spectaculaire de Chirac. Au détriment de ses comparses de la « majorité » ou dans l'esprit du « Figaro » ?

PATERNALISME

Magnanime, Chirac est décidé à « aider le nouveau gouvernement Barre ». C'est ce qu'il a déclaré (aussi) à la presse étrangère, l'autre soir. Non pas qu'il soit en accord avec tout, mais enfin, il faut aider ce pauvre gouvernement, « parce qu'il en aura besoin ». On en est rendu là : c'est Chirac qui joue du paternalisme envers le gouvernement !

SPÉCIALISTE

En nommant Dominati secrétaire d'Etat,

« auprès du premier ministre », Barre et Giscard ne savaient trop quoi lui faire. C'est trouvé : il sera chargé de l'amélioration des rapports entre l'administration et les citoyens. Barre peut dormir sur ses deux oreilles : Dominati n'aura rien à faire, puisqu'il y a déjà un médiateur pour ça.

FOUDRE DE GUERRE

Le nouveau maire socialiste de Nantes est un grand lutteur : devant le chômage qui sévit dans la région, et la situation difficile des chantiers navals, il vient... de demander une entrevue à Barre.

DÉDAIGNEUX

Nombre de personnalités, on le savait, ont récusé l'honneur douteux de participer au gouvernement Barre-bis. Le « Canard Enchaîné » en dresse une liste. Il s'agit de Chaban-Delmas, du gaulliste Gorse, des RPR Pujadé et Labbé, de Papon, du gouverneur de la banque de France Clappier, et de Calvet de la banque BNP. Une jolie collection de refus.

POLITIQUE

En bref... En bref...

Giscard : toujours résigné

Le président de la république a choisi la feuille confidentielle «réformer», bulletin du «comité de soutien» à son action, pour rappeler une fois de plus sa position en cas de victoire des partis du programme commun aux élections : «Investi d'un rôle constitutionnel, je tiendrai compte de la volonté des Français, démocratiquement exprimée, de construire leur avenir comme ils l'entendent. Mais qu'on ne compte pas sur moi pour taire mes convictions, pour renoncer à défendre les idées sur lesquelles les Français m'ont élu.»

En somme, il s'agit toujours de nommer un gouvernement d'union de la gauche, qu'il faudrait présider tout en continuant à combattre son orientation. Voilà qui risquerait d'être difficile. En tout cas, l'hôte de l'Élysée apparemment, ne pense plus qu'à ça : triste présage pour le sort de sa «majorité» l'année prochaine.

APOLITIKUES

C'est fait : Dominati, nommé secrétaire d'État auprès du premier ministre, a abandonné ses fonctions de secrétaire général des Républicains Indépendants. Ainsi, les RI veulent souligner le caractère «apolitique» du gouvernement Barre-bis. Cependant, depuis que la formation giscardienne avait été dotée d'une direction politique, à la tête de laquelle se trouve Po-

niatowski, le titre que Dominati avait gardé au sein de son parti ne signifiait plus grand chose.

MUSELÉS

Le Conseil de Paris, dominé par Chirac, a adopté son nouveau règlement : les conseillers de l'opposition n'auront plus le droit d'adresser des «questions écrites» auxquelles la mairie était tenue de répondre dans le bulletin municipal.

PCF: REMOUS DIVERS

La veuve de Thorez, Jeannette Vermeersch, s'était distinguée, à l'époque de l'invasion de la Tchécoslovaquie, en protestant contre la position de la direction du PCF, qui s'était désolidarisée bien timidement de cette agression. Éliminée de la direction du parti révisionniste, la voici qui se manifeste à nouveau, plusieurs années après. C'est encore pour soutenir inconditionnellement l'URSS, qu'elle juge diffamée par un article que Jean Ellenstein, un des plus chauds partisans du 22^e congrès à la direction du PCF, avait publié dans «Le Monde».

C'est donc dans les colonnes du même journal que madame Thorez-Vermeersch répond. Elle ne craint pas d'affirmer à propos de l'URSS : «Si la presse française consacre régulièrement de nombreuses pages à quelques «dissidents» anti-socialistes et propagateurs de guerre froide, elle est avare d'informations sur l'évolution sociale, culturelle, dans la vie de 250 millions de citoyens soviétiques et de ceux des autres pays socialistes».

En somme, les asiles psychiatriques et les camps, les grèves réprimées dans le sang, la situation intenable

dans laquelle se débattent les millions d'ouvriers et de paysans en URSS, la tentative de liquidation de l'identité nationale de tous les peuples non-russes, tout cela n'émeut pas le moins du monde la veuve de Thorez.

De même, elle n'hésite pas à affirmer que «le gouvernement soviétique pratique une politique de détente internationale tout simplement parce qu'il veut la paix» et à rappeler «ses multiples propositions de détente, de désarmement, de compétition et de coexistence pacifique». Toutes choses qui ont pu se vérifier ces dernières années, de la

Tchécoslovaquie à l'Angola, et sur toutes les mers du monde où le Kremlin a massé ses navires face à ceux de l'autre super puissance.

Certes, il est douteux que cette prise de position suscite un bien grand écho au sein du PCF : la question y est désormais bien plus de savoir jusqu'à quel point il est possible et souhaitable de se démarquer d'un régime que l'exploitation et l'oppression qu'il pratique aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, en font un modèle susceptible de détourner par trop les masses du projet de capitalisme d'État.

En revanche, une autre discussion, ouverte ces derniers temps, pourrait connaître des développements encore plus importants : il s'agit de celle qui porte sur l'application du «centralisme démocratique» ou plus exactement, sur la justesse de la reconnaissance d'un droit de tendance à l'intérieur du PCF. Là dessus, Paul Laurent, du bureau politique, a donné son point de vue dans «La nouvelle critique».

Pour lui, «quand on voit ce qui se passe dans d'autres partis - et l'on peut sur ce plan prendre la comparaison avec le parti socialiste - il est invraisemblable que le parti communiste défende en même temps devant les masses trois opinions différentes sur la question de l'élection au suffrage universel du parlement européen. C'est une question décisive pour la crédibilité du parti révolutionnaire. Il n'a qu'une politique.»

L'avertissement est parfaitement clair : il s'adresse à ceux, au sein du PCF, qui verraient volontiers leur parti adopter un style de fonctionnement se rapprochant plus de la social-démocratie. Là-dessus, la direction du PCF rappelle qu'elle n'est pas prête à liquider l'application dans ses rangs du centralisme bureaucratique, qui reste un des moyens essentiels de son pouvoir sur ses propres militants. Il y a fort à parier que les contestataires ne sont pas prêts à désarmer pour autant : il y a encore de belles disputes en perspective.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affaire de Broglie : deux inculpations

Relâchée jeudi, la cardiologue Nelly Azerad, n'avait fait aucune déclaration à sa sortie du Quai des Orfèvres. Quant à Maître Beaumier, l'avocat de Pierre de Varga mis en cause par la cardiologue, il posait la question : «Si elle avait quelque chose à révéler pourquoi n'en a-t-elle pas parlé à M. Floch lorsque le magistrat perquisitionnait chez elle le 7 février et l'a entendue en qualité de témoin?»

Hier, on apprenait que le juge d'instruction avait décidé d'inculper Nelly Azerad pour destruction de documents et Maître Beaumier pour subornation de témoin et complicité de destruction de documents.

Il s'agit du fameux carnet de rendez-vous de la cardiologue où celle-ci avait noté les jours et heures de visite de Jean De Broglie, rendez-vous dont aurait eu connaissance de Varga (cf QDP mercredi)

Amanrich : non-lieu

L'ex-ambassadeur du Vatican qui avait abattu sa femme et ses deux enfants dans leur appartement du 16^e à Paris le 1^{er} février dernier, a bénéficié d'un non-lieu pour «démence au moment du drame». Il ira se faire soigner quelque temps dans un hôpital psychiatrique.

Cette «clémence» est tout un symbole quand on a pu voir récemment l'acharnement dont a fait l'objet une femme du peuple à cause de 30 F de marchandises prises dans un supermarché. Acharnement qui l'a conduite au suicide.

Selon que vous serez puissants ou misérables...

IRAN : NOUVEAU TREMBLEMENT DE TERRE

AFFAIRE DE VATHAIRE

De Vathaire a annoncé qu'il voulait plaider son dossier devant une commission parlementaire sur l'industrie aéronautique.

La région d'Ispahan a été touchée par un tremblement de terre qui aurait fait au moins 500 morts. C'est le deuxième tremblement de terre que connaît l'Iran en moins d'un mois.

Les ententes de pétroliers

LE PDG DE TOTAL INCULPÉ ?

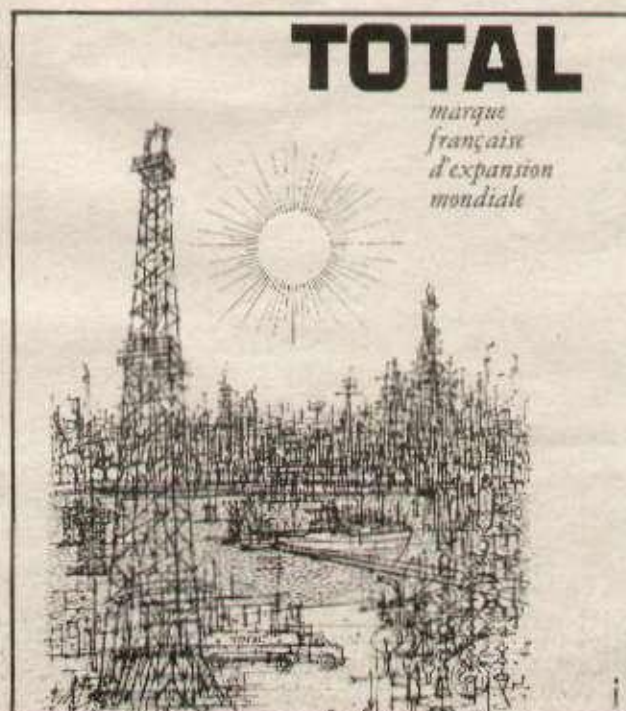
Le premier juge d'instruction de Marseille vient d'adresser une commission rogatoire à Paris pour obtenir l'inculpation de M. René Granier de Lilliac, PDG de Total. Il est accusé d'avoir participé aux «ententes illicites» sur le marché pétrolier, alors qu'il dirigeait la Compagnie Française de Raffinage

(CFR), filiale de la Compagnie Française des Pétroles. Jusqu'à présent, seuls des «distributeurs» avaient été inculpés. On se souvient que le gouvernement avait tenté d'étouffer l'affaire en mutant Etienne Ceccaldi et Elie Locques, magistrats chargés de l'affaire.

L'affaire a éclaté à Marseille en 1971 : un petit distributeur pétrolier déposa une plainte auprès du juge Locques : il accusait le cartel pétrolier de l'avoir réduit à la faillite. Deux ans après, Etienne Ceccaldi, magistrat au Tribunal de Commerce de Marseille révèle l'existence d'un vaste réseau de fraude organisé par les responsables des grandes compagnies pétrolières. Dans le dossier, 42 inculpations dont les PDG d'Elf, Antar, Shell, BP, Esso, Fina et Mobil. Il manquait une inculpation de marque : avec celle de Granier de Lilliac, la CFR (Total) est impliquée au plus haut niveau.

LA MÉTHODE DES PÉTROLIERS

Disposant d'un fichier de tous les utilisateurs de produits pétroliers, les dirigeants des grandes compagnies s'organisaient au niveau de l'Union Syndicale de l'Industrie Pétrolière pour se répartir les marchés. Supprimant ainsi la concurrence, ils pouvaient imposer leurs prix, d'où un gain supplémentaire de plusieurs



dizaines de milliards aux dépens des mairies, écoles, hôpitaux, etc.

Dossier gênant pour le gouvernement qui le retire des mains du juge instructeur pendant la campagne présidentielle de 1974, retardant au maximum les 42 inculpations.

L'AFFAIRE CECCALDI

En mai 1976, tandis qu'un journaliste du «Monde», Philippe Simonnot, est licencié pour avoir donné des détails sur la fusion SNPEA-Elf Erap, Lecanuet, alors ministre de la Justice, décide de

déplacer Etienne Ceccaldi, chargé du dossier de l'affaire des ententes. Ce magistrat apprend en lisant le «Journal Officiel» qu'il est muté à Hazebrouck ! «Promotions» qui revient à démanteler complètement la section financière du Tribunal de Commerce de Marseille. Quelques jours auparavant, des représentants des pétroliers avaient été reçus par le premier ministre (Chirac). Curieuse coïncidence...

Mais, suite à la mobilisation de nombreux magistrats, Lecanuet dut reculer. Pas de mutation, mais une sanction administrative. Le juge Elie Locques fut lui nommé à Montpellier, «promotion» là encore qui l'éloignait du dossier.

Malgré tout, l'inculpation du PDG de Total vient de relancer un dossier que le gouvernement n'a pas réussi encore à enterrer.

Mais depuis 71, cela fait tout de même près de 7 ans que l'affaire traîne en longueur. Pour Giscard et Barre, il va s'agir de la faire durer au moins jusqu'après les législatives.

LUTTES OUVRIÈRES

Tréfileries et Laminoirs de Méditerranée (Marseille)

«Faites-moi confiance pour continuer le progrès social»
demande le patronLES TRAVAILLEURS
REPENDENT

Selon la lettre crapuleuse de la direction, la grève serait une entrave à la poursuite du «progrès social». Quand on connaît les conditions de travail et de salaires de cette usine, c'est vraiment prendre les gens pour des imbéciles. Voici quelques exemples apportés par les grévistes, car le catalogue exhaustif du «progrès social» des TLM remplirait une édition spéciale !

Dans l'atelier «fonderie» aucun des 18 fondeurs n'a pu échapper aux brûlures plus ou moins graves du métal en fusion : «regardez, me dit l'un d'eux en me montrant trois de ses doigts dont les ongles sont sur le point de tomber, c'est un lingot qui m'est tombé sur les doigts, il m'a brûlé et pourtant j'avais des gants.»

«Oui, mais il faut voir quels gants nous avons ! Ils n'empêchent pas les brûlures puisque les projections de métal peuvent passer à l'intérieur» affirme un autre qui sait de quoi il parle, le dos de sa main gauche est marqué par une énorme brûlure. Contrairement à la législation du travail, les fondeurs ne travaillent pas avec un masque qui les protège réellement car il est en plastique et fond au

contact du métal en fusion. De plus, alors qu'un vêtement de protection est obligatoire, les fondeurs travaillent en habit de tous les jours. Le tout pour un salaire qui ferait pâlir d'envie tous les maîtres de forges : avec treize ans d'ancienneté, un OP1 touche moins de 3 000 F par mois toutes primes comprises.

Du côté du laminoir, le tableau est tout aussi éloquent : «Nous travaillons dans un nuage de poussière permanent. Le plus terrible, c'est lorsque nous travaillons le bronze pendant dix ou quinze jours de suite. On sent que nos poumons en prennent un coup ! Et on mange tellement de poussière que l'on n'a plus d'appétit. L'autre jour, je regardais mon casse-croûte, je n'ai plus osé y toucher. Et

quand tu veux fumer une cigarette, elle a le goût du sucre !»

Certains sont au laminoir depuis vingt-cinq à trente ans. Inutile d'insister sur l'état de leurs poumons. Les médecins patronaux oseront-ils soutenir que les cigarettes ou la bronchite en sont la cause ? Dans chaque atelier, l'exploitation effrénée laisse des marques indélébiles : ceux qui travaillent à la «monnaie» ou au décapage pourraient dire pendant des heures ce que signifie le travail avec l'acide ou entre deux fours à 700 degrés pour 9,87 F de l'heure après quinze ans d'ancienneté.

A la Tréfilerie où sont fabriqués les câbles, l'huile noire que l'on ne peut faire partir qu'avec du mazout, c'est leur lot quotidien ; les contremaîtres et les chefs n'osent quand même pas exiger qu'un travailleur blessé reste à son poste : en 75, l'un d'eux a eu un bras broyé. Il a fallu un débrayage massif et de vives explications pour qu'enfin la direction accepte les souliers de sécurité, l'application de

la protection et l'affectation de deux travailleurs pour le poste en question.

Le «progrès social», c'est aussi la suppression de la demi-heure de douche pour la fonderie et les laminoirs, les différences de salaire au point qu'aucun n'est identique (pour un même poste, le taux horaire varie d'au moins cinquante centimes), les congés payés sur la base de 40 heures alors que tous en font 45.

Nous n'insisterons pas sur l'affirmation du PDG selon laquelle les salaires auraient augmenté de 15 à 25 % en un an. Les salaires en vigueur sont autant de démentis concrets. Mais, là où la direction ne manque pas de souffle, c'est lorsqu'elle demande à ses exploités de lui faire une nouvelle fois confiance dans sa volonté de respecter la hausse du coût de la vie... dans la limite de 6,5 % pour l'année ! «Leur faire confiance ? disent les grévistes, l'an dernier, ils ont signé une augmentation de 2 % et beaucoup ne l'ont pas encore touchée !».

Robert RIVIERE

Soloci-Solomi-Satram (Kœnigsmacker)

JOURNÉE
«PORTES OUVERTES»
LE 24 AVRIL

Après l'accord conclu avec les syndicats administrateurs, les travailleurs et travailleuses de Kœnigsmacker ont repris le travail pour une période de trois mois minimum depuis lundi. Déjà les premières manœuvres commencent. Des commandes sont annulées et la matière première vient à manquer. Un commando d'Evangelisti (ex-PDG) accompagné d'un huissier, a tenté d'intimider les travailleurs. Ils étaient venus reprendre le matériel. Mais ils ont dû bien vite faire marche arrière. La réaction des travailleurs à toutes ces manœuvres ne s'est pas faite attendre.

Jeudi matin, une opération «coup de poing» a été organisée. Ce sont plus de cent travailleurs qui sont allés manifester leur détermination devant les portes de la préfecture de Metz pendant qu'une délégation était reçue, puis aux cris de «chômeurs, non ! Travailleurs oui !» ils ont défilé dans les rues de la ville de



«Ici, à Thionville, en mars dernier, les travailleurs de Soloci-Solomi-Satram exigent le droit à l'emploi»

Metz jusqu'aux bureaux de l'ANPE. Cette manifestation surprise a reçu un large écho de sympathie parmi la population. D'autre part, un manifeste sur la lutte sera édité prochainement et le dimanche 24 avril de 10 h à 18 h, une journée «portes ouvertes» sera organisée. Plus que jamais, les 150 travailleurs de Kœnigsmacker restent mobilisés.

COMMUNIQUE

Après le succès de son intervention samedi dernier sur le marché de Fameck, le comité de soutien de Fameck aux travailleurs de Soloci-Solomi-Satram tiendra une réunion le vendredi 8 à 20 h 30 au centre social de Fameck.

Thomson-Bonnet
Villefranche/Saône
DÉBRAYAGES
RÉPÉTÉS DEPUIS
UNE SEMAINE

Jeudi 31 mars, les ateliers «Inox» de Bonnet-Grenette débrayèrent pour une revalorisation des classifications. Il faut dire que l'augmentation des salaires de 1,5% accordée lundi 28 mars par la Direction a été jugée insuffisante par de nombreux travailleurs, insuffisante en tous cas par rapport à l'augmentation du coût de la vie. Depuis, toutes les usines Bonnet de Rhône débrayent chaque jour entre une heure et deux heures. La majorité des ouvriers suivent cette grève.

Lundi 14 avril : les grévistes se sont rendus au siège de Bonnet à Villefranche-sur-Saône. Là, les syndicats CGT-CFDT n'ont pas fait de propositions d'action concrète, sinon d'appeler à la journée nationale d'action du 14 avril. Une réunion avec la direction imposée par un ultimatum des travailleurs à l'initiative de la CGT a pu avoir lieu le mercredi 6. La Direction est restée intransigeante et n'a rien cédé.

Les débrayages quotidiens de 1 h 30 continuent.

Cette fois-ci, si les travailleurs arrivent à imposer l'unité syndicale sur leurs revendications et leurs formes d'action, des atouts sérieux seront entre leurs mains pour gagner.

Correspondant Villefranche.

Nouvelles
de Marseille

Dans «l'A.P. 13» cette semaine

La Situb (Vitrolles) :
«les caisses noires
du patronat»

Depuis deux ans, les ouvriers de cette usine située sur la ZI Vitrolles refusent de faire 43 heures par semaine comme voudrait le leur imposer la direction : ils n'en font que 40.

L'an dernier, ils ont lutté pendant un mois pour exiger le 13^e mois : «Nous avons obtenu une semaine de plus l'an dernier, deux semaines pour cette année et trois semaines l'année prochaine. Pour la 4^e, il nous faudra lutter» nous a confié le délégué CGT.

Pour les obliger à faire les 43 heures, la direction a réduit le chantier de Lavera de 40 heures à 30 heures. Aussitôt, les travailleurs se sont rendus à l'Inspection du Travail. La Direction a abandonné son chantage.

Bien qu'une partie de la Situb produise uniquement des produits métallurgiques, l'autre partie produisant du matériel de bâtiment, l'ensemble des travailleurs de la Situb sont rattachés à la convention collective du bâtiment. «Pourtant nous produisons la même chose que la Setib, autre entreprise de la ZI, qui est rattachée à la Métallurgie» nous a expliqué le même délégué CGT. Le rattachement à la Métallurgie leur permettrait de n'avoir que 40 heures par semaine et le 13^e mois garanti.

«Bien que le boycott des 3 heures par semaine continue, la grève est de plus en plus difficile, car les gars sont pris à la gorge par le crédit. Il faudrait trouver, peut-être, d'autres formes de lutte. De plus, les patrons ont formé une caisse noire pour faire face aux grèves.»

Ceci montre bien, s'il le fallait, que les petites grèves de 24 heures n'ont jamais effrayé les patrons et que s'ils sont fermes pour appliquer le plan Barre, ils n'oublient pas d'alimenter leurs caisses anti-grèves.

Panzani-Milliat (Marseille)
Contre le bruit
et la chaleur

A l'usine Panzani-Milliat de la Montre à Marseille, l'inspectrice du travail Madame Combes, a dénoncé dans son rapport les conditions intolérables dans lesquelles travaillent les employés de cette grande société multinationale.

En effet, le nombre de décibels pour les ateliers de fabrication et paquetage atteint le seuil critique. Le bruit n'est pas seul à être mis en cause par les employés. La chaleur est souvent insupportable, malgré la mise en place d'un système à air conditionné dont le fonctionnement laisse à désirer. Il fait toujours : ou trop chaud ou trop froid.

Les employés de l'usine doivent se réunir le 8 avril avec les syndicats présents : CGT et FO pour envisager la lutte à venir. **Leurs revendications :**

- de meilleures conditions de travail (bruit-chaleur)
- réduction du temps de travail : vu l'éloignement de l'usine, il faut compter près de deux heures de trajet
- une augmentation des salaires : le salaire moyen : 13,12 F de l'heure. Toute absence d'au moins une heure est prélevée sur le salaire. Le certificat médical n'étant pas toujours valable.

Les dockers en grève :
solidarité avec Dunkerque

La grève des dockers de Marseille a été totale le samedi 2 avril ; le syndicat CGT avait lancé un mot d'ordre de grève de 24 h pour toute la France.

Rappelons que c'est en solidarité avec la grève des dockers de Dunkerque qui sont en lutte depuis 22 jours maintenant contre Usinor et sa société de manutention que ce mouvement s'est déroulé. (A l'origine du conflit, il y a le refus d'Usinor de faire travailler un docker à bord pour aider au déchargement ; les dockers exigent que soit reconnue la présence d'un des leurs sur tous les navires déchargés par la société Usinor).

A Marseille, aucun travail de manutention portuaire ne devait être effectué le dimanche 3 avril.

LUTTES OUVRIÈRES

A Rouen

LES MUTINS DU «KIYRAVATHIA»

De notre bureau de presse de Rouen

Ancré dans le port de Rouen, le «Kiyravathia», cargo de l'armateur Antonatos, battent pavillon de complaisance, est bloqué depuis plusieurs semaines pour «non-conformité aux règlements d'hygiène et de sécurité». Il n'est pas le seul dans cette situation : «l'Agios Andréas», battant pavillon panaméen, où les 20 marins réclament le paiement des salaires, le chypriote «Isabelita» où 12 marins réclament leurs salaires et le rapatriement.

La lutte des marins du «Kiyravathia» s'inscrit dans la longue liste de tous les travailleurs de la mer un peu embauchés au hasard des ports sans contrats, attirés par la perspective d'un emploi : «Mais à bord», comme le dit un marin, «c'est l'enfer». Ces pavillons de complaisance sont le grand bonheur des armateurs qui se trouvent ainsi exonérés d'impôts, et prêts à tout pour augmenter les profits. La vie d'un travailleur ne compte pas. Les travailleurs se trouvent attachés à bord des galères du capital, mais toutes les chaînes se brisent et les mutins du «Kiyravathia» en font la démonstration. Ils sont 19 hommes d'équipage pakistanais, indiens et ghanéens, grelottant de froid dans des vêtements déchirés, n'ayant pas mangé depuis plusieurs jours faute d'argent, vivant dans des conditions épouvantables, de puanteur et de vermine, où les cabines ne connaissent plus depuis longtemps le chauffage. Comme le dit un autre marin : «Ici, c'est le bateau du diable. Depuis 2 ans, je n'ai pas touché ma paie. Regardez bien le navire, tout est rouillé, rien ne fonctionne, tout tient par miracle».

de son «bon droit», ne s'en tient qu'à une seule phrase : «Pas de travail, pas de nourriture». Lui, le soir, aura droit dans sa «carré», à une nappe rouge et aux assiettes bien pleines. «Que signifie travailler sur un bateau bon pour la ferraille ?», dit un marin pakistanais. «Nous ne céderons pas au chantage !» Le milliardaire grec Antonatos est un habitué de ce genre de procédé. Ayant construit son empire avec la vie et la sueur de tous ses marins sur des navires achetés à la ferraille, on trouve de ces nombreux navires encore bloqués dans des ports tels que le «Queen of Anplos» bloqué à Bayonne depuis octobre 76 pour «non respect des règlements de sécurité». A Rouen, la solidarité s'organise. De nombreux travailleurs des usines avoisinantes et du port, sont venus apporter leur soutien par de l'argent, des vivres et des vêtements. Le mur du silence est percé et les mutins du «Kiyravathia» exigent le versement de leurs salaires et le rapatriement dans leur pays d'origine. Ils montrent ainsi que l'esclavage est toujours présent, mais que sur tous ces navires de complaisance, on n'étouffe pas si facilement la révolte.

Le capitaine, un grec, sûr Bureau de Presse de Rouen

Hôpital de La Rochelle

GREVE CONTRE 47 LICENCIEMENTS

Barre et Veil tiennent leurs promesses

Le budget prévisionnel ayant été réduit de 400 millions, l'hôpital de La Rochelle décide de réduire le personnel de 47 personnes dans un premier temps, et peut-être plus dans un avenir proche. En fait, si des suppressions de crédit ont lieu, des budgets autres que celui du personnel peuvent être réduits, car nous pensons que les dépenses discutables sont faites aujourd'hui à l'hôpital. Est-il normal que le personnel soit réduit en nombre à la veille des congés annuels alors que la population de La Rochelle double pendant cette période, et donc le nombre de malades. Cette année, la suppression de personnel, le non-remplacement des départs en congés, entraîne une surcharge

du travail pour le personnel restant, c'est l'«humanisation» des hôpitaux, tant prônée par Simone Veil pour les malades et le personnel. Le plan Barre tient ses promesses : embauche des jeunes, réduction du chômage !

La Rochelle hôpital service public licencie 47 jeunes. Pour s'opposer à ces licenciements, considérant que la sécurité du malade risquerait de ne pas être assurée, le personnel, le jeudi 7 avril, décide une grève reconductible si nécessaire. Rochelais, Rochelaises, en soutenant notre action, vous améliorerez vos conditions d'hospitalisation.

Syndicat CGT-CFDT-FO de l'hôpital

Général Motors (Gennevilliers) au 6^e jour d'occupation.

UNE GREVE QUI RASSEMBLE LES ASPIRATIONS A LA LUTTE D'UNE VILLE

10 h 30 à la «Porte 5» de la Général Motors : c'est sous les mots d'ordre «non au plan Barre !», «La GM peut payer !» que se forme un cortège combatif des grévistes (1 600). Manifestation de soutien appelée par les sections et les UL CGT CFDT. Au carrefour, la manifestation hésitait sur l'itinéraire à adopter. On pensait aller à la place Voltaire à Asnières très animée le midi, mais à la demande des UL, on se rendit au pont de St Ouen à 400 mètres de là, coin un peu désert...

ON ATTENDAIT DES DÉLÉGATIONS PLUS MASSIVES

En remontant la rue, la manifestation se gonflait jusqu'au millier avec des délégations venues de près de 10 entreprises (Air Équipement, Snecma, Carbone-Lorraine, Chausson et Delachaux toutes deux menacées de licenciements, la Fermat, la SVF, Microfusion, Auber et Duval, la Thomson etc...). A la veille de Pâques, après l'ordre d'évacuation prononcé il y a deux jours, la venue de ces délégations, qu'on attendait plus massives, sus-

GENERAL MOTORS FRANCE
SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE
56 - 58 AVENUE LUTTE ROUGE
92231 GENNEVILLIERS

TELEPHONE
793 12 50 - 793 44 50
793 22 58 - 793 47 60
793 43 20
01 - 5455 GROUPEES

le 5 avril 1977

Madame, Monsieur,

C'est à la suite d'un vote sans signification, décidé à la seule initiative des grévistes, que la majorité d'entre vous a été chassée de son poste de travail.

En effet, 1.100 personnes - soit 1/3 seulement du personnel de la Société - a pu participer à cette consultation.

Nous tenons à remercier ceux qui, sous la contrainte, ont évacué leur poste de travail dans la dignité.

Nous espérons que nous ne restons pas inactifs et que notre premier souci sera de rendre à tous le droit au travail dans les meilleurs délais.

Je vous prie agréer, Madame, Monsieur, nos salutations

R. Bonneuil
R. Bonneuil
Directeur du Personnel

citait l'enthousiasme de ceux de la G.M. qui aspirent vivement à un fort soutien, une large popularisation

pour aller jusqu'au bout». Cette question, comment riposter aux attaques du plan Barre ?, se trouvait posée par tous et l'on comprend la remarque d'un ouvrier d'Air Équipement qui expliquait l'écho de la lutte de la G.M. dans son entreprise où les travailleurs se demandent comment s'opposer au chômage technique qui les attend.

UNE RIPOSTE AUX MANOEUVRES DE LA DIRECTION

Cette manifestation était également une réponse aux menaces de la direction (voir lettre ci-joint), aux licenciements de 10 travailleurs pour avoir dépassé 45 jours de maladie par an (article 31 de la convention signée par les syndicats jaunes), aux manœuvres de la direction qui aidée de ses cadres, fait signer sous la pression une pétition pour «la liberté du travail» visant sans doute à ramasser un noyau pour faire redémarrer la production en cas d'évacuation de la boîte par les CRS.

ELARGIR LA LUTTE DANS LE TRUST ?

Au cours du meeting au Pont de St Ouen, un membre de la CFDT G.M. de Strasbourg exposa la situation sur sa boîte où une information quotidienne est donnée sur la lutte à Gennevilliers alors que les ouvriers se mobilisent pour leur propre revendication (300 F, 1/2 heure payée pour les équipes, passage de 40 h à 37 h ...). Une réunion est prévue avec la direction pour mardi. Cependant les stocks que la direction a mis à l'abri constituent un obstacle à la lutte. (Strasbourg

fabrication des boîtes de vitesses, Gennevilliers des pièces détachées pour Opel).

Ce fut également l'occasion de confronter le point de vue du responsable de l'UL CGT, membre du PCF et celui des travailleurs. L'appel au soutien du premier était bien contredit par le choix du parcours de la manif, l'absence de la CGT Chausson, la mobilisation très tardive sur les boîtes, l'opposition de la section CGT à l'occupation au début... Cela ressemblait beaucoup aux tracts tirés au cours des dernières luttes (Damifer, Richier), qui appelaient à la lutte sans rien proposer. La section CFDT appelait à se mobiliser contre une possible agression des flics, tournait en dérision la proposition d'augmentation de 1,5 % d'augmentation tout en réaffirmant les revendications.

SOUTENIR, C'EST ELARGIR LA LUTTE !

Malgré les tentatives PS-PC de canaliser le mouvement, de le monter pour mieux le laisser retomber, c'est avec des discussions animées sur les perspectives de la lutte que la manifestation redescendait à l'usine. Il s'agit dès maintenant de répondre à l'appel des travailleurs de la G.M. à soutenir leur lutte. «On est bien parti. Il faut tenir jusqu'au bout !» C'est l'occasion de réunir autour d'eux toutes ces usines où les ouvriers disent qu'avec le plan Barre bis ce n'est plus supportable où les licenciements, le chômage technique menacent.

Correspondant Paris Nord

Defferre et les municipaux marseillais

Communiqué des travailleurs CGT de la municipalité de Marseille :

Monsieur le Maire,

Réunie le 4 avril, la commission exécutive a enregistré comme une entrave au droit syndical, le refus de l'administration d'accorder des autorisations d'absence aux membres du secrétariat et du bureau exécutif, afin qu'ils puissent assurer régulièrement leurs mandats, ainsi que le retard apporté des autorisations d'absence aux membres de la Commission exécutive.

Elle ne peut accepter la discrimination qui est faite entre les organisations syndicales des municipaux marseillais.

La période qui nous sépare des élections aux commissions paritaires, va demander une activité accrue de notre part et les autorisations d'absence nécessaires pour réunir secrétariat, bureau et commission exécutive, ne peuvent souffrir aucun retard ni refus.

Aussi nous vous demandons, Monsieur le Maire, en conformité avec la loi sur la liberté syndicale, d'accorder des autorisations aux secrétaires et délégués sur simple convocation émanant du syndicat et dans les délais légaux.

Nous vous prions de croire, etc... etc...

Deux remarques : il est bien connu que M. Defferre et ses amis membres du PS ont toujours eu un penchant pour FO et n'en ont jamais fait mystère. A preuve, la présence du maire de Marseille au dernier congrès local du syndicat jaune ; Defferre s'y est fait le chantre à la tribune d'un «syndicalisme fort» ! Mais il est tout aussi vrai qu'après ses démêlés et ses déboires avec Gaston Defferre lors des dernières élections municipales, le PCF, par CGT interposée, ne veut manquer aucun des nombreux coups pendables du Maire contre les travailleurs, pour régler quelques vieux comptes avec lui. On n'a pas fini à Marseille de s'envoyer des coups dans les chevilles entre «partenaires» du programme commun...

Israël

La démission de Rabin

LA POLITIQUE US ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Rabin, premier ministre israélien a été obligé de démissionner de la direction du parti travailliste à la suite d'un scandale financier. Du même coup, il renonce à conduire le parti travailliste pour les élections de mai prochain et à son poste de premier ministre.

Le scandale est simple : Rabin avait un compte en banque aux États-Unis, alors que c'est en principe interdit. Selon Rabin, le compte s'élève à 10 000 dollars (selon sa femme : à 62 000 dollars !) Mais c'est le troisième scandale financier, qui touche au sein du parti travailliste le groupe de Rabin. Asher Yadlin, ancien directeur de la caisse maladie du syndicat Histadrout nommé à la tête de la banque d'Israël a été condamné, il y a quelques semaines, pour avoir détourné des fonds de la centrale afin d'alimenter les

voix sur son concurrent, Peres. C'était la première fois qu'un premier ministre en exercice se faisait disputer son poste à l'intérieur du parti. L'opposition entre les deux courants repose sur l'attitude à l'égard des territoires occupés d'une part, et à l'égard des tentatives de règlement d'autre part. Aux réserves du type bantoustan encerclées par les troupes israéliennes dans lesquelles Rabin souhaitait enfermer les Palestiniens, Peres opposait une politique de colonisation plus systématique des territoires occupés, doublée d'une attitude encore

tion modérée qui ont été laminés. Les réunions au plus haut niveau qui doivent se dérouler ce week-end diront qui l'a emporté en définitive.

LES ÉTATS UNIS DÉFINISSENT LEUR POLITIQUE

Mais, de cela, les sionistes ne sont pas véritablement maîtres. Le coup qui a chassé Rabin est parti en réalité des USA. Et le passage de Rabin à la tête d'Israël était étroitement lié à la politique de Kissinger. Pour mener sa politique, Carter a aussi besoin de changer les hommes qui la mènent. Les armes, les moyens financiers et la diplomatie sont entre les mains des États-Unis, et tout écart de la politique définie par les USA est immédiatement sanctionné.



Yitzhak Rabin, à droite, avec Shimon Peres

caisses électorales du parti. Ofer, le ministre du logement, s'est suicidé à la fin de l'année dernière à la suite de semblables accusations. Aussi le résultat essentiel de ces scandales est d'affaiblir la position, au sein du parti travailliste, des tenants de la position de Rabin.

CONTRADICTIONS AIGUES EN ISRAËL

Lors du dernier congrès du parti, Rabin ne l'avait emporté que de quelques

plus agressive à l'égard des pays arabes.

Après la démission de Rabin, les deux courants continuent de s'affronter de plus belle au sein du sionisme, opposant Allan à Peres ; le parti Mapam propose même un troisième nom : Abba Eban, qui a rallié pour sa part le clan de Peres. Cependant, avec la suite de scandales qui a touché Rabin, ce sont les tenants d'une politique de colonisa-

Aussi l'issue des affrontements entre les dirigeants israéliens sera avant tout la mise en place d'un élément essentiel de la politique de Carter au Moyen Orient : elle indiquera la manière dont les États-Unis veulent utiliser Israël et comment ils envisagent le «règlement», alors que depuis plusieurs mois des armes modernes arrivent en très grande quantité sur les aéroports militaires israéliens.

Afrique-Zaïre :

L'Afrique face aux manœuvres de division

DES TROUPES MAROCAINES AU SUD-ZAÏRE !

Des soldats marocains sont arrivés au Zaïre. Le roi aurait envoyé de 600 à 800 hommes à la suite d'une conversation avec Mobutu. D'autres troupes marocaines seraient attendues.

Dans le Sud du Zaïre, les troupes de Mobutu paraissent incapables de faire face à l'offensive déclenchée par les forces des ex-gendarmes katangais, qui vient porter un coup de boutoir qui pourrait être mortel à l'un des régimes les plus verrouillés de l'Afrique. La décision de lancer maintenant contre le Zaïre l'offensive,

est une décision qui relève pour l'essentiel des troupes occupant l'Angola : ce sont elles qui contrôlent et encadrent les camps arrières, ce sont elles qui disposent des clefs des arsenaux qui approvisionnent en armes et munitions les gendarmes katangais. L'état de déliquescence de l'État Zaïrois, l'impopularité en Afrique, de Mobutu, pour ses liens étroits avec les USA et pour avoir trempé dans l'assassinat de Lumumba, ont fait de ce pays un «fruit mûr» que les Soviétiques, qui occupent avec leurs canons et les soldats cubains l'An-

gola, peuvent espérer aujourd'hui cueillir.

Et leur arme, c'est la division de l'Afrique. Du Nord au Sud, les pays africains et arabes ont montré qu'ils étaient étroitement unis autour des peuples palestinien et d'Afrique Australe. Les Soviétiques ont violemment attaqué cette unité en prétendant qu'elle servait l'impérialisme américain, puisqu'il n'y avait pas de place pour eux. Eux, au contraire, aiguissent les contradictions entre les pays africains eux-mêmes, attaquant avec virulence cer-

Les USA et l'euro-révisionnisme

LE PCF RECHERCHE DE «BONNES RELATIONS»

Tandis que les parlementaires européens qui sont allés visiter le Pentagone viennent de rentrer, le PCF se félicite des nouvelles dispositions américaines à son égard. La déclaration du département — compromis manifeste au sein de l'administration — marque prudemment que les USA reconnaissent leur impuissance actuelle à empêcher l'arrivée au pouvoir de partis comme le PCI ou le PCF.

Et d'ailleurs, dans la délégation de l'UEO qui s'est rendue aux USA, un sénateur du PCF et deux parlementaires du PCI ont eu droit à la présentation du projet de bombardier B 1, du F 16, et de la navette spatiale. «De telles visites... correspondent au souci que nous avons des bonnes relations internationales de notre pays» a déclaré en arrivant le sénateur du PCF.

Les yeux doux de Kanapa

Au fur et à mesure que la possibilité se rapproche de voir la gauche, et donc des ministres PCF au gouvernement, il est nécessaire pour celui-ci de faire apparaître sa

crédibilité au niveau international. En particulier vis-à-vis des États-Unis. C'est le sens des contacts de Kanapa avec l'ambassade des USA à Paris, et du voyage d'un

sénateur PCF, Boucheny, aux États-Unis, dans le cadre d'une délégation de l'assemblée parlementaire de l'Union Européenne Occidentale.

La déclaration du département d'Etat américain

Nous pensons que la place d'un parti communiste dans un pays donné est l'affaire du peuple et du gouvernement du pays concerné.

Nous n'avons pas l'intention de nous ingérer dans le processus par lesquels ils prennent leurs décisions à ce propos. Ceci ne signifie pas que notre attitude soit l'indifférence. Nous attachons une grande importance à notre possibilité de collaborer avec les pays d'Europe Occidentale dans les questions d'intérêt vital.

Notre possibilité de le faire peut être remise en cause si ces gouvernements en viennent à être dominés par des partis politiques dont les traditions propres, les valeurs, les actes, sont étrangers aux principes démocratiques fondamentaux et aux intérêts communs sur lesquels sont fondés nos relations avec les pays d'Europe occidentale.

Pour Kanapa, les dernières déclarations de Carter comme quoi «les relations entre les USA et un pays occidental dominé par les communistes seraient affectées», sont tout à fait normales : en France, «ce seront des partis démocratiques qui seront au pouvoir». C'est également ce qu'a déclaré Boucheny, qui ne voit rien d'anormal dans le fait qu'un parlementaire français, quel qu'il soit, visite des bases militaires américaines. A l'approche des élections, il s'agit pour le PCF de rassurer, d'entrer dans le jeu normal des relations internationales, sans pour cela modifier en quoi que ce soit sa politique extérieure : soutien à la politique d'entente telle que l'envisage, et la mettent en pratique, les Soviétiques.

INTERVENTION CENTRALE

prononcée par Charles VILLAC

(Extraits)

6.

La marche en avant du socialisme implique le bouleversement de la base économique. La France, qui est un pays impérialiste, dont l'économie est largement ouverte, exporte des capitaux et en reçoit, tente de dominer des pays moins développés du Tiers-Monde et subit la pression des impérialismes plus forts, américain, allemand... Cette situation dont héritera le socialisme va être profondément modifiée. D'abord parce que la France socialiste rompra radicalement tous les rapports d'exploitation et de domination sur les pays du Tiers-Monde, ensuite parce que préservant son indépendance, elle comptera sur ses propres forces avant tout et nationalisera immédiatement le capital étranger, enfin parce qu'il est vraisemblable que la révolution déclenchera une réaction violente du capital international, qui aura pour effet vraisemblable de l'isoler dans un premier temps pour le moins et sans doute des tentatives d'agression. La nationalisation immédiate — et évidemment sans indemnisation — du capital entraînera le passage à l'état prolétarien des moyens de production détenus par la bourgeoisie, tandis que le socialisme sans contrainte des moyens de production détenus par les paysans et les artisans résultera de la libération des forces productives par la libération et sera l'aboutissement des alliances de classes nouées par le prolétariat dans l'exercice de sa dictature. En clair, les avantages du point de vue des conditions de travail, de la production elle-même, des conditions de vie l'emporteront de manière évidente sur la frustration provoquée par la perte de la propriété privée des moyens de production par ces couches populaires, et de toute façon le prolétariat n'entreprendra rien qui puisse les lui aliéner et qu'il obtiendrait par la force.

C'est en permettant aux travailleurs des campagnes de liquider l'immense retard économique, culturel, technique qui marque leur condition sous le capitalisme, et dans l'alliance nouée à tous moments avec eux, que le prolétariat parviendra à terme à la socialisation de l'agriculture, immédiatement engagée par la socialisation des terres des bourgeois agraires et des propriétaires fonciers. C'est d'ailleurs au sein des communautés de base que seront envisagées toutes les mesures permettant la liquidation des vestiges de l'ancienne société dans le domaine de la propriété privée de ces moyens de production.

Ce sont toujours les communautés de base dans les entreprises qui, dans le cadre centralisé du Plan qu'elles élaborent et dont elles fixent les choix, décident des conditions de la production et gèrent les entreprises, articulent travail productif, étude et direction politique, répartissent, sous leur contrôle souverain, toutes les tâches nécessaires à la production et à la gestion. En éliminant les gaspillages, en supprimant la concurrence, en déterminant les objets et les services réellement jugés nécessaires par les masses, en remplaçant le critère du profit par celui de la satisfaction des besoins des masses, donc en privilégiant la qualité de ces produits, l'économie socialiste augmente considérablement la production, tout en la remodelant en profondeur ; en enrôlant, au moins pour partie, la quasi-totalité de la population dans le travail productif et dans les tâches qui en dépendent, elle étend à toute la société la contribution au travail, mais dans le même temps, elle limite la journée de travail au strict nécessaire, pour permettre l'effective participation des travailleurs à la direction des affaires du pays, et elle redéfinit toutes les tâches, repense toutes les conditions du travail.

Dans le même temps, le déséquilibre profond entre les villes où s'entassent les travailleurs et les campagnes qui se vident est brisé. Un nouvel équilibre des régions et un développement harmonieux de tout le pays peut voir le jour, où les exigences de vivre et travailler au pays sont prises en compte par les travailleurs qui les formulent et décident en conséquence.

Ces quelques points de repère, ces lignes force que les révolutionnaires peuvent dégager de l'expérience et de la réalité du socialisme ne sont qu'un fil conducteur dans cette gigantesque entreprise que constitue le socialisme, dans laquelle chaque travailleur est pour la première fois personnellement impliqué, le socialisme est fait de la décision et des choix prononcés par la classe ouvrière dirigeante et ses alliés, il a la force de ces millions d'hommes libres, exerçant leur pouvoir, en armes pour le défendre, à l'étude de la vie dont ils sont enfin devenus les maîtres.

Cette démocratie que la classe ouvrière de notre pays n'a connue que l'espace de la Commune, elle s'approche irrésistiblement, elle apparaît comme l'aboutissement le plus logique et le plus certain de l'histoire ; c'est la dictature du prolétariat. Qui en a peur ? La bourgeoisie, ses exploités et ses politiciens, et parmi eux, monsieur Marchais. Il a bien raison, car si la dictature du prolétariat signifie la fin de la domination bourgeoise, dont monsieur Marchais est un des plus habiles défenseurs, elle est avant tout le pouvoir de la classe ouvrière. Sans dictature du prolétariat, pas de pouvoir pour la classe ouvrière, c'est ce qu'a bien compris le chef des révisionnistes modernes. C'est aussi ce que nous, communistes, devons largement et inlassablement expliquer à ceux des travailleurs qu'abuse encore l'illusion révisionniste.

Camarades, la révolution socialiste approche, préparons nous pour les grandes tâches d'aujourd'hui et de demain.

Pour préparer cette échéance qui se rapproche, il est nécessaire aujourd'hui de s'attacher à l'édification, au renforcement du parti de la classe ouvrière, de s'acheminer vers le parti de type nouveau. A l'heure où les développements de la lutte de classe vont prendre un caractère

plus décisif, à l'heure où il est urgent de construire l'unité de la classe ouvrière autour de son propre projet de société et des tâches actuelles, le parti doit rassembler de plus en plus largement les ouvriers devenus conscients du caractère inéluctable de la révolution. C'est de ce parti qui s'insère profondément dans la lutte d'idées aujourd'hui, qui mène une lutte intransigeante contre l'idéologie du PCF, qui s'appuie sur les acquis et le développement du mouvement de masse que nous avons besoin. Il n'y a que déboires et désillusions à attendre du PCF qui cherche en réalité à enrôler les ouvriers dans son projet de capitalisme d'Etat. Les travailleurs ne peuvent compter non plus sur ceux qui se raccrochent à des formules de manuel, incapables de rapporter les leçons universelles du mouvement ouvrier à la situation concrète, sourds aux interpellations vivantes de la lutte de classe et qui, en définitive, constituent la roue de secours de l'union de la gauche. Il faut plus que jamais que les choses soient claires. Ou Marchais est un bourgeois ou il ne l'est pas, ou son parti est un parti bourgeois ou il ne l'est pas ; les positions mi-chèvre mi-chou sur cette question renforcent nécessairement les faux communistes du PCF. C'est en préparant aujourd'hui concrètement la révolution, en traçant nettement la perspective d'une autre société que le parti rassemblera dans ses rangs la force d'avant-garde capable d'analyser concrètement la situation de la lutte de classe et de construire un rapport de force favorable contre la bourgeoisie.

Face aux très importantes échéances de la lutte de classe qui se dessinent aujourd'hui, il est particulièrement important de travailler à l'unité de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme. Avec l'Humanité Rouge, l'unité a progressé dans la dernière période, et cela constitue incontestablement un fait positif.

Mais il faut que cette nécessité, cette exigence d'unité devienne rapidement une réalité concrète. Au moment où l'unification de la frange avancée de la classe ouvrière autour d'un projet révolutionnaire s'affirme comme une exigence ayant un caractère d'urgence, il serait négatif que subsiste la division entre ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, de la pensée maotsetoung.

En avant vers l'unité des marxistes-léninistes !

Camarades,

Au moment où s'approfondit la crise politique qui frappe notre impérialisme, au moment où s'ouvre une période lourde de conséquences pour le développement de la lutte de classe dans notre pays, il appartient aux communistes révolutionnaires d'être à l'initiative. Dans les mois qui viennent, deux camps vont s'affronter : d'un côté, le camp du prolétariat, de la révolution, du marxisme-léninisme ; de l'autre, le camp bourgeois avec ses factions rivales, mais solidaires pour réprimer le mouvement de masse. Dans ce camp bourgeois, se trouvent les faux communistes du PCF, révolutionnaires parfois en paroles, capitulationnistes toujours dans les faits. Deux voies sont ouvertes l'une — celle de l'offensive, de la lutte, l'autre — celle de la démission, de la soumission. Deux idéologies sont aux prises : l'idéologie du prolétariat, expression de son intérêt de classe, révolutionnaire, l'idéologie de la bourgeoisie, réactionnaire, qui tente de justifier sa domination, de maintenir ce qui est caduque.

Camarades, la fin des années 70 marque un moment important pour l'avancée de la révolution dans notre pays. Soyons à la hauteur des combats qui s'annoncent. Armés du marxisme-léninisme qui éclaire la pratique quotidienne, qui trace la voie de l'avenir, nous saurons affronter les batailles qui se préparent.

— A BAS LES SUPERPUISSANCES !

— A BAS L'IMPÉRIALISME, LE RÉVISIONNISME ET TOUTE LA RÉACTION !

— LE CAPITALISME C'EST LA CRISE,
LA GAUCHE, C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME,
UNE SEULE SOLUTION, LA RÉVOLUTION SOCIALISTE.

— VIVE LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES.

— VIVE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT.

Fin

plein succès du rassemblement communiste

les interventions... Parmi les interventions... Parmi les interve

«NOTRE OBJECTIF EST DE RENFORCER LA CONSTRUCTION D'UN SYNDICAT DE CLASSE»

Le camarade espagnol Pedro Cristobal, vétéran syndicaliste.

...Après 40 ans de dictature fasciste, la lutte de la classe ouvrière et du peuple dans l'Etat espagnol a provoqué une décomposition aiguë du fascisme.

La monarchie a mis en marche son plan de réformes.

Les plans de réformes commencés par le gouvernement Arias et ensuite par celui de Suarez ont un seul objectif : sous une façade de Parlement ils veulent maintenir la suprématie des forces fascistes au pouvoir.

La monarchie, pilier de cette manœuvre, s'assure ainsi sa survivance alors que les peuples et nationalités de l'Etat espagnol n'ont toujours aucune liberté ; les partis les plus démocratiques sont illégaux et l'amnistie totale n'est toujours pas décrétée.

...Autour du plan réactionnaire de réforme des ennemis de la révolution se sont regroupés, les démocrates bourgeois avec en tête le parti révisionniste de S. Carrillo. Ces partis veulent gérer en Espagne le capital monopoliste. L'attitude du PCE favorise objectivement la réaction. Le sommet euro-révisionniste célébré à Madrid entre le PCF, le PCI et le PCE n'a même pas renforcé l'exigence de la légalité de tous les partis. Dans leur communiqué final ils parlaient comme si la dictature avait été liquidée.

...Face aux élections que le gouvernement Suarez prépare, notre position est la suivante :

- malgré leur caractère anti-démocratique, (la loi électorale favorise la droite franquiste) nous croyons qu'une juste participation peut bénéficier à la cause démocratique.

La seule position juste consiste à réaliser des blocs face aux différentes options oligarchiques pour créer un front démocratique populaire.

Au niveau syndical, la situation se caractérise par les tentatives de l'oligarchie pour consolider la division syndicale.

Ces tentatives sont appuyées par les partis démocrates bourgeois, avec une base ouvrière comme le PSOE, le PCE.

...La décision de créer le dénommé courant majoritaire de commissions ouvrières (dominée par le parti révisionniste espagnol) de se convertir en un sigle syndical fut un coup très dur pour le mouvement ouvrier.

Cette décision a répondu davantage aux intérêts de ce parti, qu'aux intérêts généraux de la classe ouvrière.

Pour ne pas entraver leur projet de compromis historique, (compromis à l'italienne), le compromis entre le

PSOE, le PCE, et la démocratie chrétienne, on a dû sacrifier, c'est-à-dire, ils ont sacrifié, les immenses possibilités qu'il y avait de créer le syndicat de tous les travailleurs.

L'audience des Commissions Ouvrières, qui étaient à la tête de presque toutes les luttes, l'inexistence des autres centrales syndicales qui avaient fui la répression franquiste rendaient non seulement possible mais sûre la construction d'une centrale syndicale qui aurait groupé 95% des travailleurs.

Aujourd'hui notre objectif est de renforcer la construction d'un syndicat de classe.

Nous travaillons en organisant des assemblées, éliminant des délégués. Contrairement à ce que font les réformistes nous voulons créer le syndicat unitaire de bas en haut et non l'inverse.

Les centrales existantes sont favorables aujourd'hui au pacte social. Bien qu'elles le nient, dans la pratique, elles collaborent avec le patronat pendant les grèves et les luttes des travailleurs pour qu'elles ne prolifèrent pas.

Lorsqu'il y a des possibilités de généralisation d'une lutte dans une usine ou un secteur, ces centrales réformistes «conseillent» de terminer la lutte qui n'est à leur yeux qu'une «aventure».



LA LUTTE CONTRE «LE GOUVERNEMENT BERLINGOTTI»

Le camarade Gianni, ouvrier à la Magnetti Marelli de Milan.

Camarades,

Les élections du 15 juin 75, d'abord, puis celles du 20 juin 76 ont depuis longtemps déjà codifié en Italie la participation complète du PCI à la gestion de la société capitaliste, qui se manifestait auparavant au niveau des administrations locales et dans le blocage de toutes les luttes.

Depuis les dernières élections, le PCI, dans la pratique, soutient à fond le gouvernement Andréotti, aussi appelé gouvernement de «l'abstention», et toutes les mesures anti-populaires de ces derniers mois sont passées avec l'approbation totale du PCI. Dans le mouvement d'opposition de masse on parle de gouvernement «Berlingotti», c'est-à-dire Berlinguer-Andréotti.

Les aspects les plus voyants de cette action du PCI ont été le pacte social et l'accord sur le coût du travail à travers lesquels les syndicats, sur lesquels pèse le PCI ont garanti l'absence de lutte, l'augmentation de certains produits de 1^{er} nécessité, la baisse du salaire en retirant certains produits de la liste type sur lesquels sont indexés les salaires, l'accélération de la restructuration à travers les licenciements

et le mobilité des travailleurs dans l'usine et dans le pays. (...)

A la Magnetti Marelli, le rôle du PCI et des collaborationnistes des syndicats s'est fait davantage sentir dans le développement de la crise avec le soutien qu'ils ont apporté à la restructuration : les luttes que nous avons menées contre le transfert de la main d'œuvre, contre la hausse des cadences, contre le chômage partiel, contre les licenciements des travailleurs révolutionnaires se font directement contre le parti révisionniste qui soutient toutes ces mesures et dont les membres détiennent de nombreux postes de responsabilité dans les usines. (...)

C'est dans ce cadre que s'insère notre action à la Marelli, surtout pour la défense du salaire, de l'emploi, contre la mobilité et contre la chasse aux absentéistes, contre l'accélération des cadences etc..., ainsi que la lutte contre la collaboration des syndicats. (...)

PCI et directions syndicales ont été les premiers à réprimer les révolutionnaires, qu'ils traitent de «casseurs» et de «provocateurs», et, se sont opposés de front à toute lutte, et dans le même

temps ont tenté d'obtenir le consentement des masses à la politique dite «des sacrifices et de l'austérité». Ils ont même réussi à organiser des grèves réactionnaires, comme celle contre la violence et le terrorisme en soutien aux institutions bourgeoises et à la police, quand des groupes armés ont tué un juge fasciste, Coco, à Gênes, et quand dans un affrontement avec des armes à feu, un membre des brigades rouges qui a lui-même été abattu, a tué deux policiers dans le quartier de Sesto San Giovanni. Les révolutionnaires, ce jour-là, ont organisé le boycottage de la grève réactionnaire. (...)

Lama dirigeant de la CGIL en est même venu à dire que les ouvriers pour montrer leur capacité à diriger doivent faire des sacrifices parce qu'ils sont les seuls à être capables d'en faire.

Lorsqu'a été signé le Pacte social, notre usine s'est mise en grève : aujourd'hui, nous menons une lutte très importante pour empêcher le licenciement des travailleurs révolutionnaires, licencement voulu par la direction, décrété par le tripartite avec le soutien révisionniste.



Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

70^e épisode

Cette nuit, les partisans disaient leur dernier adieu aux morts et aux blessés graves qui restaient. Les tympans crevés par le souffle des obus et des grenades, ils hurlaient le moindre conseil. Leurs têtes et leurs mains emmailotées, leurs barbes, le sang suintant du nez et des oreilles, donnaient aux survivants l'air plus mort que les morts eux-mêmes. Le caillou lancé devant la grotte ne fut pas mitraillé. Les hommes se groupèrent, serrés peau à peau, blessure à blessure, sentant leurs cœurs battre la peur.

Le lieutenant Blanc s'élança. Terro courait derrière lui, vers le Pas, vers le sud, pour tromper l'ennemi : le galop des souliers glissait sur les pierres. Seul à l'entrée, Marcelin, les deux jambes brisées, regardait s'évanouir dans la nuit les fantômes de ses camarades. Et quand les Allemands, fous de honte d'avoir été trompés, montèrent à l'assaut des morts et des blessés de la grotte, seul Terro se retourna pour écouter la dernière rafale de mitraillette que tirait Marcelin avant d'être tué.

Terro ne chercha pas à rejoindre le groupe. Il piqua à l'ouest, dans la montagne, et attendit que les Allemands, sûrs d'avoir perdu leur proie, aient repris à l'aube le chemin de la plaine. Puis, s'arrêtant tous les quarts d'heure, il prit, vers le nord, la direction du Vercors.

Il avait la fièvre ; sa main gauche et son bras enflaient démesurément, mais il ne sentait pas la douleur. Le brouillard se levait avec le soleil, le soleil qu'il n'avait pas vu depuis deux jours. L'herbe, rare et sèche, semblait si bonne à l'Espagnol, qu'il en emplissait sa bouche. Il titubait, mais il était si heureux de pouvoir marcher que pour rien au monde il n'aurait voulu s'entendre pour dormir. Sans même pouvoir entendre sa voix il parlait à son corps :

— Marchez, mes petites jambes. Ce soir, nous trouverons une source, et je vous donnerai à boire. Toi ! main ! ne fais pas mal. Demain soir, avec la chance, nous serons chez la Mémé, et l'on te soignera. Allez, mes pieds ! Allez !

C'était moins la fièvre qui faisait délirer Terro, que la joie d'être vivant.

Le 25 juillet, les Allemands restaient seuls maîtres des routes et des vallées du Vercors.

L'attente de la première motocyclette, du premier casque, fut exaspérante.

Etienne faisait le guet dans le pré, surveillant au nord, puis au sud, la route de Saint-Agnan à Saint-Martin. Il n'y avait plus d'avions, plus d'explosions, plus que le soleil. Les corbeaux étaient partis à Vassieux, à Herbouilly, suivant les Allemands et les Waffen S.S.

Puis, dans l'après-midi du 25, ce fut d'un seul coup le chœur des voix, le roulement des souliers. Les voix mâles, les souliers cloutés résonnaient dans la vallée.

*Ich hat einen Kameraden,
Einen bessern findest du nicht...*

Les voix se soulevaient ensemble, s'arrêtaient pour laisser une basse lancer :

*Eine Kugel kam geflogen.
Gilt sie mir oder gilt sie dir ?*

Et le chœur répondait :

*Ihn hat sie hingerissen.
Er liegt zu meinen Füßen,
Als wärs ein Stück von mir,
Als wärs ein Stück von mir.*

Ils défilaient au bas du raidillon, la tête découverte, le casque au coude, les mains reposant sur le fusil, dont la bretelle était passée autour du cou.

Etienne fut troublé par cette force, par la beauté de ces soldats de vingt et vingt-cinq ans, bronzés, blonds et bleus, au visage ouvert des montagnards. Seulement, ils étaient des montagnards de là-bas, loin, dans les Alpes, par-dessus les Alpes.

Etienne essaya de se dire « je les déteste ». Ça ne venait pas. De derrière son buisson, il en visa un à la tête avec un bout de bois mort : sans conviction. Etienne n'arrivait pas à imaginer que ce bâton fût un fusil.

A Lyon, il avait trouvé plus facile de haïr les premiers Allemands rencontrés, des officiers saouls dans une brasserie. Ils mangeaient de la viande, des pommes de terre, du pain, tout ce que l'on ne pouvait pas avoir ; et ils hurlaient en se balançant sur leurs chaises, hoquetant des phrases rauques.

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

A PROPOS DU SOUTIEN AUX DISSIDENTS SOVIETIQUES

A propos de l'article sur Amalrik, expulsé de l'Élysée, le QdP explique bien que Giscard a une position de faiblesse face aux superpuissances. Mais on oublie de dire qui sont ces dissidents ? Est-ce qu'on doit les soutenir comme subissant la répression du social-impé-

rialisme ? Oui, mais doit-on les soutenir comme participant à ce mouvement d'opposition ? Doit-on les soutenir, alors qu'ils sont anti-staliniens et qu'ils font de la propagande (Pliouchtch) sur ce point ?

Saumur

Notre position concernant les «dissidents» soviétiques est nette, ainsi que cela a été affirmé lors du meeting du 3 avril. Nous soutenons les dissidents soviétiques non seulement parce qu'ils sont victimes du fascisme

russe, mais aussi parce qu'ils luttent contre lui, en affirmant, au risque de leur vie, des positions démocratiques qui reflètent les intérêts du peuple. Nous soutenons le mouvement démocratique en URSS en tant

que tel comme partie de la lutte multiforme du peuple et des nationalités soviétiques, en prenant en compte l'importance de ce mouvement dans le développement de la lutte contre la dictature social-fasciste en URSS. Leurs positions ne se confondent nullement avec les positions ultra-réactionnaires du style Soljenitsine ou les mouvements panslaves.

tion est traversé de courants différents, sur l'attitude à l'égard des USA, de l'Occident, et à l'égard du peuple. D'autre part, les opposants que nous avons rencontrés en Occident se déclarent «anti-staliniens». Nous avons évidemment avec ces «dissidents» des divergences profondes sur l'analyse du passé, sur la période où Staline était à la tête du premier État socialiste. Ceci est cependant secondaire aujourd'hui par rapport au point fondamental qui actuellement nous unit : leur action en URSS porte des coups directs à la dictature de la bourgeoisie et s'oppose aux projets de guerre de Brejnev. Elle s'intègre de ce fait, de plein pied, objectivement, à la lutte révolutionnaire des peuples du monde. Contre le système d'oppression de Brejnev, nous devons lutter ensemble, tisser par l'intermédiaire des représentants du mouvement démocratique, un lien entre le peuple de France et le peuple soviétique.

Ceci dit, ce mouvement d'opposition ne représente qu'une partie de la lutte du peuple soviétique, celle de l'intelligentsia principalement ; mais c'est celle avec laquelle nous sommes en contact direct : ceci est déterminé par les conditions objectives actuelles : la classe ouvrière soviétique, la première victime du social-fascisme n'a pas encore ses propres moyens d'expression, y compris à l'étranger, et l'opposition démocratique actuelle qui est la plus organisée au niveau de tout le pays, est également représentative d'une lutte d'ensemble.

Nous reviendrons sur cette question dans le Quotidien.

Ce mouvement d'opposi-

«Les jeunes de la Poterne ont décidé de lutter»

A la cité de «La Poterne» à Massy, quartier ouvrier et immigré, les jeunes subissent sans arrêt la répression des flics. Si ce n'est pas le tabassage, de toute façon, il suffit d'habiter à la «Poterne» pour passer pour des voyous, pour être accusé de quelque chose (...). Les jeunes de «La Poterne» ont décidé de résister. Ils ont fait un tract pour appeler les jeunes concernés par le problème des flics à rejoindre le comité de jeunes, et aussi les plus vieux à venir en discuter avec eux.

Du côté des parents, il se passe aussi des choses : voilà le printemps et aussi les menaces de saisies et peut-être d'expulsion. La mairie a beau être de «gauche», la lutte est nécessaire (...). Et les jeunes de la cité, eux aussi en sont conscients : «On ne peut pas accepter ça, nous aussi on doit aider les parents ; en plus comme ça, ils nous prendront en considération

et ils nous aideront contre les flics : sans eux, on n'arrivera à rien !».

Leur lutte, c'est celle de tous les jeunes, et aussi de tous ceux qui subissent la pourriture de ce monde : pour aucun, l'avenir n'est assuré : Après l'école (CES), «on fait des petits boulots à droite à gauche, et puis c'est le chômage : on traîne, on s'ennuie, on discute entre nous et ça, ça emmerde les flics».

Pour les apprentis non plus l'avenir n'est pas rose : à 15 ans, tu fais 40 heures et t'es payé 270 F !! Sans compter les brimades, les insultes, la répression ! Beaucoup de jeunes cherchent à clarifier, à raffermir la révolte qui les anime devant cette situation.

«Notre comité de jeunes doit prendre en main tous les problèmes qui touchent notre vie : répression, saisie, loisirs, chômage».

Cercle de l'UCJR - Massy

front rouge N° 14 **EST PARU**

SOMMAIRE

Éditorial :

Après le cirque municipal, place aux luttes
Après les accords de Salt 1 :

Deux fois plus d'ogives nucléaires en 5 ans

Dossier :

L'euro-révisionnisme à l'heure d'Helsinki

Régions :

L'aménagement du territoire et la crise (2)

Histoire du mouvement ouvrier :

Réformes de structures et courant planiste dans l'histoire de la CGT

Notes de lecture :

«Deuxième retour de Chine», pamphlet anti-communiste

Écologie :

Des problèmes à débattre

Économie :

Relations économiques internationales :
La dépendance française

Passez vos commandes à Front Rouge
BP 68 75 019

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE 1 AN 300 F

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 10 avril 1871



Le jeune ouvrier maçon, Martial Senisse, écrit dans son journal : «C'est le dimanche de Pâques. Aujourd'hui à Sussac, les garçons auront sorti une blouse neuve pour aller faire la cour aux filles à la sortie de la messe.

Ici, les obus sont tombés sur les Champs-Élysées pendant la promenade des Parisiens. Plusieurs maisons se sont effondrées autour de l'Étoile.»

Maxime Vuillaume note lui aussi : «Rue des Acacias, nous raconte un des rares passants, un obus est tombé dans la boutique du boulanger. Le garçon a été tué raide. La femme a eu la jambe arrachée. Le patron est grièvement atteint.

— Oh ! la canaille ! la canaille ! qui nous bombarde comme les Prussiens. »



La situation devient grave. Il faut casser l'isolement où se trouve Paris. Certes, comme nous l'avons vu, en province, des Communes ont été proclamées, mais de façon éphémère. Aucun lien organisationnel, aucune fédération pour nouer entre elles ces tentatives révolutionnaires.

Et puis, il y a dans la balance de l'avenir du peuple français le poids énorme des campagnes. Et celui-là se trouve sur le plateau versaillais.

Certes, avant la guerre, des militants de l'Internationale avaient amorcé, en particulier autour de Marseille, un travail d'information et de propagande, mais ils n'eurent point le temps de prendre de réels contacts avec les masses rurales, isolées, catéchisées par le pouvoir et le curé.

De Paris, quelques tentatives furent faites en pleine Commune : des délégués envoyés, des appels lancés. Dont celui reproduit ci-dessus, de la plume d'un journaliste communal, André Léo.



Cet appel paru d'abord dans les journaux («La Sociale», «Le Cri du Peuple»), puis fut diffusé sous forme de tract, tiré à 100 000 exemplaires et lâché au-dessus des villages par ballon.

«Voilà plus d'un siècle, paysan, pauvre journalier, qu'on te répète que la propriété est le fruit sacré du travail et tu le crois... Non, frère, le travail ne donne pas la propriété. Elle se transmet par hasard ou se gagne par ruse. Les riches sont oisifs. Les travailleurs sont pauvres et restent pauvres. C'est la règle ; le reste n'est que l'exception. Cela n'est pas juste. Et voilà pourquoi Paris s'agite, réclame, se soulève, et veut changer les lois qui donnent tout pouvoir aux riches sur les travailleurs...

Si Paris tombe, le joug de la misère restera sur votre cou et passera sur celui de vos enfants. Aidez-le donc à triompher et, quoi qu'il arrive, rappelez-vous bien ces paroles, car il y aura des révolutions dans le monde jusqu'à ce qu'elles soient accomplies : la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous.»

Samedi 9 avril 1871



«Paris insurgé», c'est d'abord une ville qui n'a plus ses structures d'inégalité sociale. Chacun parle à chacun. Le moindre travailleur se met à exister pleinement, étant à égalité avec tous les autres Parisiens, se sentant responsable avec tous de tout.

Ainsi, le petit maçon du Limousin, Martial Senisse, venu rejoindre sa fiancée et se trouvant par hasard à Paris au moment de la Commune, d'abord n'hésite pas à lutter avec ses compagnons et ensuite discute avec la plupart des délégués aux différentes commissions.

Ainsi, dans son journal à la date du 10 avril, il retranscrit une conversation, très intéressante, qu'il a eue avec le colonel Rossel, chef d'État-Major depuis le 3 avril. Rossel explique pourquoi lui, un soldat de l'armée régulière, est passé du côté des insurgés : «J'ai voulu d'abord venger la trahison de Metz. Je suis ici avec le peuple parce que le peuple est le seul à n'avoir point capitulé devant les Prussiens... Je suis avec la République du peuple contre la bourgeoisie défaitiste. Je suis avec les soldats du peuple contre ceux de mes camarades officiers qui consentent à servir sous les ordres de ceux qui ont livré l'Alsace et la Lorraine et qui se déshonorent ainsi.»



Lors de ses deux séances quotidiennes, la Commune continue à prendre des mesures importantes.

Certes dans un Paris encerclé, il n'est pas question d'abord d'une remise en question systématique de toute la société. Mais les discussions pendant ces réunions, mais les décrets promulgués reflètent toute une réflexion et proposent toute une nouvelle conception du monde : volonté avant tout d'introduire l'égalité dans les rapports : décrets sur la limite des traitements des fonctionnaires, sur la suppression de cette classe privilégiée et parasitaire qu'était le clergé, sur la pension obligatoire à verser aux blessés de guerre. Et ce 10 avril, décret accordant aussi une pension aux veuves et orphelins des gardes nationaux tués au combat. Et ce décret contenait en lui une mesure révolutionnaire qui remettait en question une des institutions auxquelles tenait le plus la bourgeoisie : le mariage. En effet, le décret précisait à côté du mot veuves «mariées ou non». C'était donc reconnaître l'union libre, pratiquée d'ailleurs par la moitié des travailleurs parisiens.

Programme télé

SAMEDI 9 AVRIL

14 h 05 - Restez donc avec nous.
18 h 40 - Auto-Moto 1
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 40 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Joe Dassin à l'Olympia
21 h 30 - Peyton Place. Feuilleton d'après le roman de Grace Metalious.
22 h 25 - Basket-ball : championnat de France
23 h 20 - Fin des émissions

a 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 00 - La télévision des téléspectateurs en super 8
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - César Birotteau. Feuilleton d'Honoré de Balzac
22 h 00 - Questions sans visage
22 h 55 - Drôle de baraque
23 h 35 - Le journal de l'A 2
23 h 45 - Fin des émissions.

FR 3

18 h 45 - Lolek et bolel
19 h 05 - Entracte
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - FR 3 Actualités
20 h 00 - Cavalcade
20 h 30 - Il était une fois l'opérette

DIMANCHE 10 AVRIL

TF 1

12 h 00 - La séquence du spectateur
12 h 30 - Bon appétit
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une. Sport
17 h 00 - Qu'est-ce qui fait courir papa ?
17 h 30 - Les trois mousquetaires. Film franco-italien
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - Les tuniques écarlates. Film américain
22 h 30 - Musique pour les fresques de Michel-Ange
23 h 30 - Journal et fin

A 2

13 h 00 - JOURNAL
13 h 25 - La lorgnette
14 h 15 - Pom, Pom, Pom... Pom.
14 h 20 - Ces messieurs nous disent. Émission-jeu
15 h 40 - Tom et Jerry.
15 h 50 - Têtes brûlées. Série américaine d'aventures
16 h 40 - Trois petits tours.
17 h 25 - The muppet show. Série humoristique
18 h 00 - Pom, Pom, Pom... Pom (résultats)
18 h 10 - Contre ut
19 h 00 - Stade 2
19 h 45 - Dessins animés
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Musique and music. Émission de variétés
21 h 40 - Scènes de la vie conjugale. Feuilleton psychologique en six épisodes
22 h 30 - Réalité-fiction
23 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 55 - JOURNAL
20 h 05 - Lassie. Feuilleton allemand
20 h 30 - L'homme en question
21 h 30 - Aspects du court métrage
22 h 20 - JOURNAL
22 h 30 - Cinéma de minuit. Marianne de ma jeunesse

LUNDI 11 AVRIL

TF 1

19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dégourdis de la onzième. Film français
21 h 40 - Pour le cinéma
22 h 40 - JOURNAL

A 2

16 h 25 - La tunique. Film américain
19 h 20 - Soif d'aventures
19 h 45 - Popeye
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 25 - Les grands chefs d'orchestre
22 h 55 - L'huile sur le feu
23 h 35 - JOURNAL

FR 3

19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 h
20 h 30 - Seul le vent connaît la réponse

Espagne

**LES OUVRIERS
DU BÂTIMENT CONTRE
LA LOI ANTI-GREVE**

5 blessés dont 2 à l'hôpital, c'est le bilan de la répression contre une manifestation des ouvriers de la construction qui a eu lieu jeudi soir à Barcelone. Tout le secteur du bâtiment est en effet en grève depuis plus de dix jours dans cette province de Catalogne comme dans celle voisine de Gerone.

Ce sont plus de 200.000 travailleurs qui manifestent ainsi leur refus du plan Suarez.

Tous les jours, ils se réunissent dans la cathédrale de Barcelone et organisent des piquets pour mettre les différents chantiers au courant de l'évolution de la lutte.

La grève, remettant en cause la convention collective a été déclarée illégale, de même les piquets informatifs. Cela a permis d'arrêter plus de cinquante grévistes qui sont enfermés dans les locaux de la direction de la police. En outre, le caractère «illégal» de la grève permet aux patrons de suspendre l'affiliation de leurs ouvriers à la sécurité sociale, ce qui a commencé d'être fait dans la province de Gerone.

A l'épreuve des faits, la nouvelle loi sur les relations de travail se révèle pour ce qu'elle est : une arme de répression.

Quant à eux, les patrons qui paraissent divisés, se refusent à négocier en quoi que ce soit. A Gerone, ils ont adressé à chaque gréviste une lettre avertissant qu'ils considèrent le contrat de travail rompu si l'intéressé ne se présente pas au travail le 12.

La construction est également en grève dans la province d'Orense et à Oviedo. Dans cette dernière localité, les travailleurs ont élu une commission négociatrice de vingt membres. Les patrons se refusent à la recevoir prétextant qu'elle n'est pas représentative du fait qu'aucun membre de la CNT (anarcho-syndicaliste) et de l'UGT (socialiste) n'en fait partie ! Cette dernière centrale syndicale, très minoritaire, a fait savoir qu'elle ne reconnaissait pas la commission et qu'elle refusait tout pouvoir de décision à l'assemblée des travailleurs.

«De toute manière, indiquait un ouvrier du Baix Llobregat, quelle que soit la position des patrons, nous ne réintégrerons pas le travail tant que nos revendications ne seront pas obtenues et que tous les prisonniers ne seront pas dans la rue.»

F. FERRER

**A PROPOS DE
LA LÉGALISATION
DES PARTIS**

La Cour Suprême espagnole vient de remettre entre les mains du gouvernement le soin de légaliser ou non les partis qui en ont fait la demande. (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, Mouvement Communiste, Ligue Communiste Révolutionnaire, Association Démocratique de la Femme).

Dans la matinée de mercredi, les neuf partis d'opposition de la plate forme démocratique ont fait savoir qu'ils pourraient organiser le boycott des élections si les partis n'étaient pas légalisés rapidement. Ils ont demandé à rencontrer Suarez dans les meilleurs délais.

**Argentine :
4 nouvelles victimes
du fascisme ?**

Trois membres de la Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme et un membre du Conseil Argentin de la Paix ont disparu depuis 5 jours. Aucune nouvelle n'est parvenue à leur famille ou leurs amis, et ils ne sont pas passés à leur domicile. La police, comme d'habitude, déclare n'être au courant de rien.

**Irlande : 32 jours
de grève de la faim**

Les 20 Républicains, membres du Sinn Fein Provisoire ont entamé leur 32^e jour de grève de la faim. Maintenant, ils ont tous été transférés à l'hôpital militaire du camp de Curragh vu leur état de santé. Cependant, il est impossible d'obtenir de leurs nouvelles. Une personne qui se présentait à l'hôpital du Curragh pour les voir, s'est vue reconduire à la porte par un groupe de soldats armés de mitraillettes. Les grévistes sont déterminés à lutter jusqu'au bout pour obtenir le respect de leurs droits, la fin des humiliations et traitements inhumains.

L'offensive patriotique au Sud-Liban

**DECLARATION
D'UN COMMANDANT
DES FORCES PALESTINIENNES**

L'agence Wafa a publié un interview d'un commandant des forces conjointes palestiniennes et libanaises progressistes, qui se trouvait à Taibe au moment des combats qui ont amené la reconquête du village.

«En dépit de notre intention de préserver la paix au Liban», a-t-il déclaré, «particulièrement dans le sud, les forces isolationnistes et les agents d'Israël ont pénétré dans Taibe, Rab Al Thalathen Hill et dans d'autres régions où nous n'étions pas présents auparavant, ils y ont humilié les habitants, dévasté leurs biens et brûlé

leurs maisons, en leur disant : «nous devons occuper toute la région et les Israéliens nous aident à le faire.»

C'est pourquoi nos troupes ont lancé une contre-offensive dans la nuit de lundi, offensive au cours de laquelle elles ont enfoncé et complètement balayé les positions militaires des ennemis, à Rab Al Thalathen et à Al Fi'Ani Hills. Elles ont alors encerclé Taibe et après une bataille féroce à l'intérieur même du village qui s'est prolongée jusqu'à trois heures du matin, elles ont réussi à le libérer. Les pertes

des ennemis ont été très lourdes, et ses forces se sont retirées en désordre, laissant derrière elles beaucoup des leurs, ainsi que 13 tanks AMX et un M 113 de fabrication US, destiné au transport des troupes.

Un prisonnier isolationniste a été fait par nos troupes et au cours de son interrogatoire, il a reconnu avoir été entraîné dans un camp militaire près de Sfad en Israël, avec beaucoup d'autres soldats isolationnistes. Il a également reconnu que le commandant des forces isolationnistes au Sud-Liban a

son quartier général en Israël.»

Un combattant des forces palestiniennes progressistes au Sud-Liban a également déclaré : «A 5 h du matin, mardi, nous avons intercepté ce message radio envoyé par les troupes isolationnistes, à leur quartier général : «la situation à Taibe est finie. Nous essayons de nous frayer de force une route vers Marjayoun.»

Les combats se poursuivent et les forces palestino-progressistes s'efforcent de reconquérir Marjayoun.

En Guadeloupe

**DEUX MOIS
DE LUTTE
ET DE GREVE
Pour empêcher
la liquidation de la canne**

Samedi 2 avril, une manifestation réunissant des milliers de personnes s'est déroulée à Pointe-à-Pitre, à l'appel de 18 organisations de masse, parmi lesquelles l'Union des paysans pauvres de Guadeloupe (UPG), l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), un grand nombre de sections syndicales, des organisations d'enseignants, des travailleurs des postes, de la santé..., dans le but de protester contre la liquidation de l'industrie sucrière en Guadeloupe.

Depuis deux mois, la grève générale se poursuit dans l'industrie sucrière, principale, et quasi-unique activité du pays. Les ouvriers agricoles demandent une garantie de 10 jours de travail par quinzaine, l'amélioration des conditions de travail et une augmentation des salaires de 6,50%. Quant aux petits planteurs et aux colons partiaires, étroitement dépendants des capitalistes usiniers, ils exigent la fixation du prix de la tonne de canne à son prix de revient, soit 166,15 F, alors que le préfet de Guadeloupe, Arousseau, ne veut en donner que de 109 à 112 F, soit un prix inférieur à celui de l'an dernier.

Quant aux ouvriers industriels, ils revendiquent le paiement des jours de chômage forcé, l'amélioration des conditions de travail et

une augmentation de 6,5% sur leurs salaires.

En effet, comme seule réponse aux revendications avancées par les travailleurs, les industriels du sucre ont imposé le lock-out. De plus en plus, il apparaît évident que le plan poursuivi est de liquider totalement l'industrie du sucre de canne en Guadeloupe, avec la complicité du pouvoir colonial français, pour aller installer ailleurs (Guyane, Haïti), les usines, dans des régions où l'absence de traditions de lutte permettra de faire plus de profit. Fermeture d'entreprise par les sociétés françaises Sis et Saub, politique de désinvestissement (Darbousier, Beauport), manœuvres pour livrer le quota de sucre de la Guadeloupe aux betteraviers survenant après la crise de la banane entraînée par l'épisode de la soufrière, contre laquelle aucune mesure n'a été prise, montrent qu'il s'agit d'un plan organisé du colonialisme français.

Après avoir, pendant des années, organisé l'émigration massive, mais aussi la dénatalité et réduit à l'état d'assistés une population entière, l'Etat colonialiste français veut maintenant détruire ce qui constitue la ressource essentielle d'un peuple, au moment où celui-ci développe sa lutte pour obtenir sa libération nationale.

APPEL DE L'A.G.E.G.

L'AGEG, organisation des Etudiants Guadeloupéens, lance un appel à l'opinion publique française et internationale pour protester contre les mesures scandaleuses du gouvernement et du capitalisme Français.

«Nous appelons tous les progressistes, démocrates et amis du peuple guadeloupéen à soutenir la juste lutte des travailleurs de l'industrie sucrière de la Guadeloupe.»



Aux USA

**ARRÊT DE
LA PRODUCTION
DE PLUTONIUM**

La décision de Carter est significative de la nouvelle orientation que les USA entendent donner à leur politique économique et commerciale dans le domaine du nucléaire. Sous le couvert d'éviter la «prolifération» des armes nucléaires qui peuvent être produites à partir du plutonium, les USA visent en fait à faire pression sur d'autres États qui ont dans ce domaine des techniques avancées pour les convaincre de renoncer à les utiliser et restaurer ainsi, au moins pour un certain temps, leur monopole en ce qui concer-

ne la production d'énergie nucléaire et sa fourniture sur le marché mondial.

La décision de Carter, si elle prépare l'annonce du plan énergétique américain, s'inscrit également dans l'ensemble de mesures prises par les États Unis pour assurer leur leadership sur l'Europe et le Japon, en essayant d'imposer une coordination des économies occidentales, par laquelle les différents pays placeraient leurs propres projets sous la dépendance de projets occidentaux communs où domineraient les USA.